

N° 578

Semaine du 20 au

27 septembre 1972

PRIX : 1,50 F

Informations Ouvrières

L'ÉMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SERA L'ŒUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MÊMES

Organe de la Fédération des Comités d'Alliance Ouvrière

Le régime Pompidou se décompose

LA CLASSE OUVRIÈRE PEUT IMPOSER SES SOLUTIONS

tous au meeting de l'O. C. I. et de l'A. J. S. !

MUTUALITE : VENDREDI 29 SEPTEMBRE A 20 H 30



LES TRAVAILLEURS

NE PEUVENT ATTENDRE !

AUX FORGES DE LA VENCE,

ILS IMPOSENT LEUR UNITE

ET ARRACHENT

LEURS REVENDICATIONS

bloquant la porte de la direction où se déroule la négociation, les travailleurs attendent leurs délégués.

(Voir en page 7.)

La gangrène monte...

DANS les calculs de Pompidou, le temps devait faire son œuvre. L'été allait faire oublier les accrocs du printemps. Misant comme toujours sur l'indifférence et la passivité, Pompidou comptait ainsi effacer les conséquences de l'échec de son référendum, le 23 avril. Le nouveau gouvernement, formé par Messmer, allait offrir au pays le visage d'une majorité assainie et galvaniser les énergies en vue de la bataille des élections législatives. Tandis qu'Edgar Faure prenait en charge l'habillage démagogique des plans gouvernementaux, ses initiatives européennes allaient reporter Pompidou lui-même sur le devant de la scène.

Calculs à courte vue. Manœuvres sans portée.

Quinze jours à peine après la « rentrée », la boue des scandales éclabousse une nouvelle fois les sommets du régime, faisant apparaître d'autant plus dérisoire l'opération entreprise par Messmer. Comme dans un organisme rongé par le mal, le moindre incident fait vaciller le malade. Il a suffi qu'un obscur attaché de cabinet ouvre sa serviette pour que les plus violentes convulsions secouent à nouveau un régime qui, désormais, trébuche à chaque pas.

Pompidou a réussi la gageure de parvenir à dresser contre lui, ses méthodes et ses hommes, l'unanimité des millions de Français qui n'ont pas accès aux dividendes du pouvoir. Tout se retourne contre lui. Le sol se dérobe sous ses pas.

Si l'affaire Aranda ne modifie pas par elle-même la situation politique, elle en accuse tous les traits marqués par les mois de crise chronique qui ont suivi la grève générale et la défaite de de Gaulle. Elle les projette à

l'attention des plus larges couches de l'opinion. Elle fait ressortir aux yeux de tous la profondeur d'un mal qui plonge aux racines mêmes du régime et atteint maintenant ses sommets : c'est tout l'édifice du bonapartisme hérité de de Gaulle, c'est l'Etat bourgeois dans son ensemble qui sont maintenant touchés par la gangrène.

Des millions d'hommes et de femmes assistent à ce spectacle. Ils en tirent logiquement la conclusion qu'un changement de gouvernement ne saurait désormais suffire à régler les problèmes, et que c'est le régime lui-même qui doit disparaître, et qu'il y a quelque chose de vicieux dans l'Etat au sein duquel mûrissent toutes ces tares, dans sa magistrature, sa police, son corps de fonctionnaires, irresponsable et tout puissant. Confusément, des millions d'hommes et de femmes posent en fait la question du pouvoir et sont amenés à réfléchir aux moyens de la résoudre.

Telle est la véritable dimension de la crise politique qui secoue le régime. Telles sont aussi les questions qu'il s'agit à tout prix d'escamoter, pour les ministres, les journalistes, les députés et avec eux tous ceux qui ont lié leur sort à celui de l'Etat bourgeois. A tout prix, il faut tenter de réduire l'affaire : incidents sans gravité pour l'un, écarts regrettables, mais inévitables pour tel autre, comportements inadmissibles pour le troisième, mais qui n'atteignent pas réellement un corps qui reste sain. A tout prix, il faut éviter que ne soit mis en cause l'essentiel : l'Etat, l'Etat bourgeois sacro-saint, menacé dans sa permanence, son équilibre, sa stabilité. Et chacun de parler d'autre chose : Fouchet invoque les élections anticipées ; l'éditorialiste de *Combat* évoque le « besoin d'autorité » qui se fait sentir ; celui du *Figaro* cherche un déri-

vatif dans le sondage de la Sofres qui désigne la hausse des prix comme la préoccupation principale des Français ; tous font appel à Pompidou pour qu'il réagisse avec l'énergie nécessaire.

Ils n'y parviendront pas. Quelles que soient les péripéties (elles peuvent être brutales, inattendues et infléchir pour un temps le développement de la situation), la cause est entendue : le régime est moribond. La bourgeoisie doit à tout prix tenter d'organiser sa domination de classe sur de nouveaux axes. Pompidou en est fort conscient. Et c'est en fait dans cet esprit qu'il avait tenté l'opération du référendum d'avril. Mais il était déjà trop tard pour endiguer le flot montant des mécontentements au profit d'une nouvelle combinaison bourgeoise. Par millions, travailleurs et petites gens des villes et des campagnes allaient, en dépit de la division, interpréter les consignes de vote des partis ouvriers, le NON et l'abstention, comme l'expression du même refus adressé à Pompidou et à son régime.

L'élargissement de la majorité, tenté par Pompidou, a échoué en avril. Les forces bourgeoises, pressées par leurs propres échéances, recherchent aujourd'hui dans l'angoisse, voire dans la panique, certainement dans le désordre, de nouvelles combinaisons susceptibles de garantir un avenir de plus en plus incertain. Dans ce but, elles s'accrochent ou suscitent, directement ou indirectement, les moindres incidents susceptibles de constituer un point d'appui. C'est dans ce climat de manœuvres obscures et désordonnées des multiples clans bourgeois qu'il faut situer l'affaire Aranda, dont il nous importe peu de savoir qui l'a montée et qui la téléguide, mais dont il faut comprendre comment les cliques bourgeoises — et

pas seulement celles qui sont opposées au régime — l'utilisent, de Fouchet à Chalandon et de Lecanuet à Poniatsky, sans parler de ceux qui, rêvant d'une solution autoritaire, exploitent les éléments les plus troubles de l'affaire.

Comme le député UDR de Sarnez — compromis par ailleurs lui aussi —, qui écrit à Jean Daniel du *Nouvel Observateur* : « Sachez qu'une affaire comme celle du collaborateur de Chalandon, qui donne l'impression que, pour les Israélites, leur nation est Israël et non pas la France, risquerait de transformer, chez les gens qui, comme moi, n'ont jamais été racistes, les critiques du comportement de l'Etat israélien en conduite antisémite. » (1) La vieille France déliquescence de Drumont, de Bernanos et des ligues essaye de ressurgir des décombres fanéiques du régime Pompidou.

Dans l'Humanité du 18 septembre, le Bureau politique du PCF déclare :

« Au gouvernement des puissances d'argent, il faut substituer un gouvernement représentant les intérêts du peuple. »

« A une politique qui sacrifie les besoins des Français aux appétits des monopoles, il faut substituer une politique au service des travailleurs, du peuple et de la nation. »

« A un régime de pouvoir personnel qui aggrave son caractère autoritaire, il

(1) Signalons à ce propos que la phrase « l'antisémitisme, c'est le socialisme des imbéciles », titre d'une récente chronique de l'O., a été attribuée à tort à F. Engels. Elle appartient à l'anthropologue allemand CEDOC

Mais la nationalisation des banques ne suffit pas. Après la nationalisation des banques, il faudra venir à leur unification complète. Toutes les banques particulières doivent être transformées en filiales de la banque nationale. Il n'y a que cette unification qui puisse transformer le système des banques nationalisées en un système de comptabilité et de direction de l'économie nationale.

Contre la dictature du capital financier

Dans les « Notes à l'usage des propagandistes », je trouve des données extrêmement précieuses concernant l'organisation de la dictature du capital financier sur notre pays. Se fondant sur une enquête faite en 1932, les notes affirment ce qui suit : « Pratiquement, on peut dire que quatre-vingt-dix personnes contrôlent et dirigent l'économie de notre pays. » Voilà une affirmation précise, et écrasante dans sa précision. Ainsi, le bien-être ou la misère de cent millions d'êtres humains — car il ne faut pas oublier nos malheureuses colonies, saignées plus encore que la métropole par les quatre-vingt-dix requins —, le sort de cent millions de personnes dépend d'un signe des doigts de quatre-vingt-dix magnats tout-puissants. Ce sont eux qui introduisent le gâchis dans l'économie nationale pour conserver leurs privilèges et leur puissance basés sur la misère et sur le sang. Malheureusement, ni l'exposé du Plan, ni les commentaires n'indiquent ce qu'il faut faire de ces quatre-vingt-dix monarques qui nous dirigent. La réponse devrait être nette : il faut les exproprier, il faut les détrôner, il faut rendre au peuple spolié ce qui lui appartient. Ce serait un bon commencement pour la réalisation du Plan. Je propose, au nom de l'union départementale de l'Isère, d'inscrire cette mesure dans le texte du Plan. Notre propagande deviendra alors beaucoup plus vigoureuse et beaucoup plus efficace.

La nationalisation de l'industrie

Dans l'exposé du Plan, nous trouvons un paragraphe important sous le titre : « Les Nationalisations Industrialisées. » Ce titre paraît bien étrange. On comprend ce que signifie l'industrie nationalisée, mais on reste tout à fait surpris devant la nationalisation industrialisée. Permettez-moi de dire que de pareils artifices de terminologie compliquent la tâche du propagandiste, en obscurcissant les choses les plus simples. Les « Notes à l'usage des propagandistes » ne font même pas mention de la nationalisation de l'industrie. Peut-être que ces notes précédaient la dernière rédaction de l'exposé. Malheureusement, on ne trouve presque jamais de dates sur les documents de la CGT : c'est une lacune importante qu'il faut combler pour faciliter notre travail.

Nous nous félicitons en tout cas du fait que la dernière rédaction du Plan pose la thèse suivante : La nationalisation de certaines industries-clés est nécessaire. Cependant, le mot « certaines » paraît superflu. Nous ne pouvons pas, naturellement, prétendre nationaliser d'un seul coup toutes les industries, les petites, les moyennes, les grandes. Au contraire, pour les petites industries, pour les artisans comme pour les petits commerçants et les paysans, le régime que nous voulons établir doit comporter la plus grande indulgence. Mais le texte parle explicitement des industries-clés, c'est-à-dire des trusts et des cartels puissants, des congrégations comme le Comité des forges, le Comité des houillères, les Compagnies de chemin de fer, etc., etc. En tant qu'industries-clés, il faut les nationaliser toutes, et pas « certaines » seulement. Il nous semble même, dans l'Isère, qu'il faudrait joindre au Plan la liste de ces industries-clés avec des données précises sur leur capital, leurs dividendes, le nombre des ouvriers qu'elles exploitent et le nombre de chômeurs qu'elles vouent à la misère.

Pour parler au peuple, il faut être correct, il faut nommer les choses par leur nom et donner des chiffres exacts, sinon l'ouvrier et surtout le paysan diront : « Ce n'est pas un plan, mais plutôt le rêve platonique d'un bureau quelconque. »

Conditions d'acquisition

C'est sous ce titre que l'exposé du Plan parle des conditions de la nationalisation des industries-clés et évidemment aussi des banques. Nous sommes habitués à penser que la nationalisation doit se faire au moyen d'expropriations effectuées contre les exploités. Pourtant le Plan parle, non pas de l'expropriation, mais de l'acquisition. Est-ce que cela signifie que l'Etat doit tout simplement acheter aux capitalistes les entreprises créées par le travail des ouvriers ? Il s'avère que oui. A quel prix ? L'exposé nous répond : le prix doit être calculé « sur la valeur réelle au moment du rachat ».



1936 : les masses font irruption sur la scène politique.

Nous apprenons par la suite que « l'amortissement doit être calculé sur une période de quarante ou cinquante ans ». Voilà, camarades, une combinaison financière qui ne sourit guère ni aux ouvriers ni aux paysans. Comment ? Nous voulons transformer la société et nous commençons par la reconnaissance totale et intégrale de la sacro-sainte propriété capitaliste !

C'est juste ce que le président du Conseil, M. Flandin, a dit récemment au Parlement : « Le capital, c'est du travail accumulé. » Et tous les capitalistes du Parlement ont applaudi à cette formule. Malheureusement, elle n'est pas complète. Il faudrait dire en vérité : « Le capital, c'est du travail d'ouvriers accumulé par leur exploitateur. » C'est ici le moment de citer Proudhon sur la propriété capitaliste. Vous connaissez sa formule : « La propriété, c'est le vol. » On pourrait dire dans ce sens : « La pro-

(Suite page 4.)

I - comment trotsky posait la question en 1935

NOUS ouvrons, avec cette Chronique de « I.O. », une série d'articles à propos du programme commun du PCF, du PS et des radicaux. La meilleure introduction à cette série d'articles ne pouvait être que le texte ci-dessous, rédigé par Léon Trotsky : il s'agit de l'intervention prononcée au Comité confédéral de la CGT (à l'époque dirigée par les réformistes) des 18-19 mars 1935 par le délégué de l'UD de l'Isère, le militant trotskyste Alexis Bardin. Comme l'écrit Pierre Broué dans la présentation de ce texte paru dans *Le Mouvement communiste en France* (recueil des écrits de Trotsky sur la France, Editions de Minuit, 723 p., 1967) : « Ce texte, rédigé intégralement par Trotsky offre un intérêt pédagogique : par cet exercice de style, Trotsky montre comment un militant révolutionnaire — Bardin l'était et ne s'en cachait pas — doit s'adresser à un auditoire de responsables réformistes et, sans renoncer à ses idées quant au fond, chercher le ton juste capable de le faire écouter et de l'aider à convaincre ».

Discutant le plan des dirigeants réformistes de la CGT, le militant trotskyste Bardin défend en réalité le programme révolutionnaire du prolétariat. Dans le combat qui s'ouvre sur le programme commun PC-PS-Radicaux, le texte de Trotsky illustre une méthode que les militants révolutionnaires d'aujourd'hui doivent étudier et assimiler. Nous achèverons la publication de ce texte la semaine prochaine.

Camarades,

La CGT se donne pour but l'intensification de la propagande « en faveur du Plan. Nous ne pouvons que nous en féliciter. Le meilleur Plan n'est qu'un chiffon de papier s'il n'a pas de masses militantes derrière lui. Il est à regretter que dans l'année écoulée depuis l'adoption du Plan, on ait fait si peu pour le présenter aux masses et pour gagner celles-ci.

Les notes « à l'usage des propagandistes » que nous avons reçues de la CGT depuis des mois insistent sur la nécessité d'un « vigoureux effort de propagande orale poursuivie jusqu'aux plus petites cellules ». Je suis sûr que les unions départementales pourraient mobiliser des cadres suffisants de propagandistes dévoués mais, pour que leurs efforts soient vraiment vigoureux et surtout efficaces, il faut qu'elles-mêmes voient clair dans la question.

Je dois cependant avouer que les discussions sur le Plan, même dans des cercles assez restreints, révèlent une certaine confusion. Peut-être ne sommes-nous pas suffisamment renseignés, nous autres, gens de province. Alors, le centre doit nous aider. Je veux, pour ma part, profiter de la session du CCN pour poser des questions, exposer quelques doutes, indiquer quelques lacunes et exiger quelques éclaircissements supplémentaires.

Dans cette salle, il y a beaucoup de camarades qui sont trop expérimentés dans la conduite des masses — beaucoup plus encore que moi — pour que je doive insister sur l'idée suivant laquelle la propagande ne peut porter que lorsqu'elle est claire et concrète ; c'est pourquoi nous, nous devons demander un peu plus de clarté et un peu plus de précision sur le Plan.

Le but du Plan

Dans les différents exposés de la CGT, nous lisons souvent qu'il s'agit de rénovation de l'économie nationale, parfois opposée à la « réorganisation économique et sociale », mais parfois aussi identifiée à celle-ci.

Camarades, il est bien difficile de dire aux ouvriers, aux paysans : « Nous voulons la rénovation de l'économie nationale », alors que tout le monde se sert maintenant de la même expression : les Jeunesses patriotes, les démocrates populaires, le Front paysan (1), parfois même les radicaux, mais surtout M. Flandin, proclament et promettent tous la rénovation et même la réorganisation de l'économie nationale. Il faut que notre Plan se distingue de ceux de l'ennemi de classe par la définition précise de son but. Toutes les rénovations et réorganisations dont je viens de parler veulent rester sur la base capitaliste, c'est-à-dire sauvegarder la propriété privée des moyens de production. Et le plan de la CGT ? S'agit-il de rénover l'économie capitaliste ou de la remplacer par une autre ? J'avoue ne pas avoir trouvé une réponse exacte à cette question. Parfois nous lisons dans les mêmes exposés qu'il s'agit non pas d'une transformation du régime actuel, mais seulement de mesures d'urgence pour pallier la crise. Cependant, nous trouvons aussi cette affirmation que les mesures d'urgence doivent ouvrir la voie à des transformations plus profondes.

Peut-être que tout cela est juste, mais on ne trouve jamais la définition exacte du régime auquel on veut aboutir. De quel ordre doivent être les transformations dites profondes ? S'agit-il seulement — je ne parle qu'hypothétiquement — de transformer une partie du capitalisme privé en capitalisme d'Etat ? Ou bien voulons-nous remplacer le capitalisme tout entier par un autre régime social ? Lequel ? Quel est notre but final ? C'est étonnant, camarades, mais tous les exposés et même les « notes à l'usage des propagandistes » n'en disent absolument rien. Voulons-nous remplacer le capitalisme par le socialisme, par le communisme ou par l'anarchie prouhonienne ? Ou bien voulons-nous tout simplement rajouter le capitalisme en le réformant et en le modernisant ? Quand je veux me déplacer par une ou deux stations seulement, je dois savoir où va le train. Même pour des mesures d'urgence, nous avons besoin d'une orientation générale. Quel est l'idéal social

de la CGT ? Est-ce le socialisme ? Oui ou non ? Il faut qu'on nous le dise, sinon, comme propagandistes, nous restons tout à fait désarmés devant la masse.

L'anarchie du socialisme

Les difficultés ne font que s'aggraver par le fait que nous ne connaissons la doctrine de la CGT et son programme que partiellement et que les « notes à l'usage des propagandistes » ne nous indiquent pas la littérature qui pourrait nous renseigner. La seule autorité doctrinale citée par les exposés de la CGT, c'est Proudhon, le théoricien de l'anarchie. C'est lui qui a dit que l'« atelier doit remplacer le gouvernement ». Aspirons-nous, nous aussi, à l'anarchie ? Voulons-nous remplacer l'anarchie capitaliste par l'anarchie pure ? Il semble que non, puisque le Plan parle de nationalisation des industries-clés. Nationalisation signifie pratiquement étatisation. Or, si nous avons recours à l'Etat pour centraliser et diriger l'économie, comment pouvons-nous invoquer Proudhon qui réclamait de l'Etat une seule chose : qu'il lui fiche la paix ! Et vraiment l'industrie moderne, les trusts, les cartels, les consortiums, les banques, tout cela dépasse totalement la vision prouhonienne des échanges équitables entre des producteurs indépendants. Pourquoi donc invoquer Proudhon ? Cela ne peut qu'aggraver le désarroi.

Au capitalisme actuel, qui se survit depuis longtemps, nous ne pouvons opposer que le socialisme. Comme propagandiste de notre organisation syndicale, je crois exprimer l'idée de beaucoup de militants en demandant que le Plan de rénovation économique soit dénommé le Plan des mesures transitoires du capitalisme au socialisme.

Alors, avant de prendre place dans le wagon, chaque ouvrier, chaque paysan saura où va le train de la CGT.

Camarades, pour l'efficacité de notre propagande, cette précision est absolument indispensable.

Les propositions du Plan

Le plan de la CGT insiste surtout sur ce fait que le crédit est le levier dirigeant de l'économie. Camarades, je suis loin d'être un spécialiste dans les questions de banque et de crédit. Je veux surtout m'instruire pour pouvoir exposer la question aux ouvriers, mais j'avoue de nouveau ne pas avoir trouvé dans les documents de la CGT les éclaircissements dont j'ai besoin. On y parle de la « nationalisation du crédit » et du « contrôle des banques », c'est plutôt par exception qu'on parle, dans le même texte, de la « nationalisation des banques ». Est-ce qu'on peut diriger le crédit sans avoir nationalisé les banques ? On ne peut diriger que ce qu'on tient fermement dans ses mains. Voulons-nous nationaliser les banques, ou non ? Voulons-nous exproprier les banquiers, oui ou non ? Je suppose que oui. Alors, il faut le dire ouvertement et clairement. Malheureusement, au lieu de le faire, nous trouvons des formules vagues, par exemple : « La banque doit être au service de l'économie et non l'économie au service de la banque » (page 6 de l'exposé). Un ouvrier m'a demandé de lui expliquer cette phrase nébuleuse. Voyant ma perplexité, il a remarqué : « Mais la banque reste toujours au service de l'économie, comme les trusts, les compagnies de chemin de fer, etc. Ils sont tous au service de l'économie capitaliste pour dépouiller le peuple. » Cette remarque brutale me paraît beaucoup plus juste que la formule que j'ai citée plus haut. La banque capitaliste est au service de l'économie capitaliste. Il faudrait donc dire : nous voulons maintenant arracher la banque des mains des exploités capitalistes pour en faire un levier de la transformation sociale, c'est-à-dire de l'édification socialiste. Je voudrais bien voir cette formule claire dans le texte du Plan.

La nationalisation des banques ne pourrait naturellement s'effectuer qu'au détriment de la haute finance. Quant aux petits épargnants, leurs intérêts doivent être non seulement ménagés, mais protégés. Il faut choisir entre les intérêts des requins de la finance et les intérêts des classes moyennes. Notre choix est fait, par l'expropriation des premiers. Nous créons pour les seconds des conditions beaucoup plus favorables qu'actuellement.

prété des quatre-vingt-dix magnats qui dirigeaient la France, c'est du vol accumulé. Non, nous ne voulons pas racheter ce qu'on a volé au peuple travailleur, nous ne voulons pas endetté le nouveau régime dès le premier jour, alors qu'il aura bien des tâches à résoudre et bien des difficultés à surmonter. Le capitalisme a fait faillite. Il a ruiné la nation. Les dettes des capitalistes envers le peuple dépassent de beaucoup la valeur réelle de leurs entreprises. Non ! Pas de rachat ! Pas de nouvel esclavage ! L'expropriation pure et simple ou, si vous voulez, la confiscation.

J'espère bien que dans cette assemblée qui représente les opprimés, les exploités, personne n'est animé de sympathie pour les magnats menacés de chômage et de misère. Ils sont d'ailleurs assez prévoyants pour s'assurer de tous côtés et, si vraiment l'un d'entre eux se trouvait sans ressources, l'Etat lui assurerait la même pension qu'aux ouvriers retraités. Nous avons suffisamment de vieillards, de jeunes dans la misère, frappés par la maladie, de chômeurs permanents, de femmes vouées à la prostitution. Pour remédier à toute cette misère humaine, nous aurons bien besoin des sommes que le Plan, trop généreux, est prêt à attribuer aux exploités et à leurs descendants pendant un demi-siècle. Mais cela signifie, camarades, vouloir élever deux nouvelles générations de fainéants ! Non, ce seul paragraphe suffit pour compromettre irréparablement le Plan tout entier aux yeux des masses affamées. Biffez, camarades, ce paragraphe, aussitôt que possible. Voilà encore une proposition de notre U.D.

L'abolition du secret commercial

Les « Notes à l'usage des propagandistes » nous apprennent : « La fraude fiscale est élevée à la hauteur d'une institution. C'est très bien dit. C'est juste et

clair. Mais il ne s'agit pas que de la fraude fiscale. Les affaires Outric et Stavisky (2) nous ont rappelé que toute l'économie capitaliste est basée, non seulement sur l'exploitation légalisée, mais aussi sur la fraude générale. Pour cacher la fraude aux yeux du peuple, il existe un moyen magnifique qui s'appelle le secret commercial. On prétend qu'il est nécessaire pour la concurrence. C'est un mensonge monstrueux. La loi sur les ententes industrielles, de Flandin, démontre que les capitalistes n'ont plus de secret entre eux. Le soi-disant secret du commerce n'est pas autre chose que la conspiration des gros capitalistes contre les producteurs et les consommateurs. L'abolition du secret commercial doit être la première revendication du prolétariat qui se prépare à diriger l'économie nationale.

A vrai dire, le plan de la CGT n'est pas encore un plan : il ne contient que des directives générales et même peu précises. Un vrai plan économique exige des données concrètes, des chiffres, des diagrammes. Nous sommes naturellement bien loin de cela. La première condition pour une première esquisse du Plan consiste à mettre en évidence tout ce que la nation possède en forces productives, matérielles et humaines, en matières premières, etc. Il faut connaître le vrai prix de revient, comme les « faux frais » de la fraude capitaliste et, pour cela, il faut abolir une fois pour toutes le complot des fraudeurs qui se nomme le secret commercial.

Le contrôle ouvrier

Le Plan parle, quoique très brièvement, du contrôle ouvrier (voir les conseils de gestion). Nous sommes, dans l'Isère, résolument partisans du contrôle ouvrier. On rencontre souvent cette objection : « Le contrôle ne nous suffit pas. Nous voulons la nationalisation et la direction ouvrière. » Cependant nous n'opposons nulle-

ment ces deux mots d'ordre l'un à l'autre. Pour que les ouvriers prennent la gestion de l'industrie — ce qui est absolument nécessaire aussitôt que possible pour le salut de la civilisation —, il faut revendiquer immédiatement le contrôle ouvrier, comme aussi le contrôle paysan sur certaines banques, sur les trusts d'engrais, de la meunerie, etc.

Pour que la nationalisation s'opère, non pas bureaucratiquement, mais révolutionnairement, il faut que les ouvriers y participent à chaque étape. Il faut qu'ils s'y préparent dès maintenant. Il faut qu'ils interviennent dès maintenant dans la gestion de l'industrie et de l'économie tout entière sous la forme du contrôle ouvrier en commençant par leur usine. Le Plan, qui envisage ce contrôle sous la forme de collaboration de classes, en mettant la représentation ouvrière en minorité devant la bourgeoisie (voir conseils d'industrie), prescrit par surcroît que le délégué de chaque catégorie de producteurs doit être nommé par l'organisation professionnelle. Nous ne pouvons pas nous faire à cette proposition. Nos syndicats n'englobent malheureusement qu'un douzième ou un quinzième du salariat ; le syndicat n'est pas un but en soi, sa mission est au contraire d'entraîner dans la gestion des affaires publiques toute la masse travailleuse.

La grève sera profitable aux ouvriers, syndiqués ou non, seulement à la condition que l'avant-garde syndicale entraîne la masse entière dans l'action. Pour l'efficacité du contrôle ouvrier, la même condition est primordiale. C'est pourquoi le comité de contrôle dans chaque usine ne doit pas être composé seulement des délégués du syndicat, c'est-à-dire du quinzième des ouvriers. Non, il doit être élu par tous les ouvriers de l'usine, sous la direction du syndicat. Ce sera là le vrai commencement de la démocratie ouvrière libre et honnête, par opposition à la démocratie bourgeoise corrompue jusqu'à la moelle. (A suivre)

Avec l'A.J.S. pour l'organisation des jeunes travailleurs

A PRES deux mois de grève contre l'augmentation de 40 F décidée par la direction de l'ALJT, les jeunes travailleurs résidents, malgré leur aspiration à la mobilisation, n'ont rien obtenu sur l'essentiel de leurs revendications.

Deux mois pendant lesquels les militants de l'AJS dans les foyers ont mené un combat inlassable pour l'unité de tous les résidents contre les 40 F, contre les menaces d'exclusion, pour une Assemblée générale de tous les militants de la région parisienne.

A Fontenay, puis à Epinay, des résolutions adoptées à l'immense majorité des résidents présents demandaient que tous les résidents grévistes ou non grévistes se réunissent en Assemblée générale pour faire le point et dégager dans l'unité les moyens nécessaires pour vaincre. Ils exigeaient que ceux qui prétendent les représenter auprès de la direction de l'ALJT rendent compte de leur action. Ils demandaient au « Comité central de grève », aux divers organismes se réclamant de leur combat, de prendre l'initiative de les rassembler en masse afin qu'un débat démocratique puisse permettre de mettre en échec toute manœuvre, toute tentative de division.

A ce besoin impérieux d'unité, deux membres du Comité central de grève décidaient de répondre il y a quelques jours et de prendre leurs responsabilités en publiant cet appel :

APPEL DE BENJAMIN ET DE BERNARD

membres du comité de grève d'Epinay
membres du comité central de grève
aux jeunes travailleurs des foyers de la région parisienne

Il y a aujourd'hui plus de deux mois que nous avons décidé de refuser de payer l'augmentation de 40 F décrétée par la direction de l'ALJT.

Deux mois durant lesquels, malgré la période des vacances choisie par la direction pour faire passer cette mesure, quelque quatre cents résidents ont exprimé leur volonté d'aboutir à l'abrogation de cette augmentation.

Nous avons été élus par les résidents du FJT d'Epinay au Comité de grève et nous sommes membres de ce fait du Comité central de grève mis en place au mois de juillet pour défendre les intérêts des résidents lors des négociations avec la direction de l'ALJT.

De nombreuses entrevues ont eu lieu entre le Comité central de grève et la direction.

Interrompues, reportées, elles n'ont pas jusqu'à ce jour abouti sur les problèmes essentiels qui nous concernent :

- ABROGATION DE L'AUGMENTATION DE 40 F ;
- LEVEE DE TOUTES MENACES DE SANCTION CONTRE DES RESIDENTS AVEC GARANTIES ECRITES ;
- DROIT DE VISITE 24 HEURES SUR 24 DANS TOUS LES FOYERS ET DROIT D'EXPRESSION POLITIQUE ET SYNDICALE SANS ENTRAVE.

Face à cette situation, nous avons depuis plusieurs semaines, sur mandat des résidents d'Epinay, combattu au sein du Comité central de grève pour que celui-ci organise l'Assemblée générale de tous les résidents de la région parisienne, seul moyen à notre sens d'imposer, sur la base de l'expression et du combat unanimes de tous les résidents, le recul de la direction. Les récentes provocations qui se sont déroulées au foyer d'Epinay, favorisées par l'isolement des résidents, confirme à nos yeux la justesse de cette perspective.

L'unité de tous les résidents est nécessaire pour mettre en échec toute tentative de provocation et de division perpétrée par la direction de l'ALJT contre nous.

Il est contraire à nos intérêts et aux besoins de notre combat de chercher à opposer une partie des résidents à une autre. De même, le combat pour obtenir le soutien des organisations ouvrières et démocratiques nous semble être un élément précieux pour le succès de notre action.

Cette perspective de l'Assemblée générale n'a pas à ce jour été reprise à son compte par le Comité central de grève. Plusieurs dizaines de résidents se sont prononcés et aux foyers de Châtillon, d'Epinay, de Fontenay, de Daviel, de Clichy et d'Issy-les-Moulineaux, pour la tenue d'une telle assemblée.

Membres du Comité central de grève, il est de notre devoir de poursuivre la discussion en son sein pour convaincre nos camarades de la justesse de cette position. D'autre part, les besoins immédiats de notre action, l'urgence du débat démocratique et du rassemblement en masse de tous les résidents nous amènent aujourd'hui à prendre cette initiative, munis de notre mandat de délégué du Comité de grève d'Epinay, de nous adresser à tous les jeunes travailleurs résidents afin que ceux-ci se prononcent sur cette proposition.

Nous prenons quant à nous l'engagement de nous faire l'écho de tous ceux qui la soutiennent lors de la prochaine réunion du Comité central de grève.

C'est pourquoi nous invitons tous les résidents à exprimer leur soutien en signant cet appel et à faire parvenir leurs signatures :

AU FOYER D'EPINAY,

65, rue de Strasbourg, 93 - Epinay

Tél. : 822.40.81

A ce jour, près de 200 signatures ont été recueillies sur une quinzaine de foyers de la région parisienne et 100 F ont été collectés.

L'Alliance des Jeunes pour le Socialisme soutient cette initiative et combat sur le terrain qui est le sien pour sa réalisation, pour la défense des intérêts des jeunes travailleurs.

Dans ce combat il est nécessaire, comme nous l'avons toujours fait, de mettre en lumière les obstacles au combat uni contre la direction.

LA LIGUE COMMUNISTE ET LES REVENDICATIONS ou « IL FAUT SAVOIR TERMINER UNE GREVE »

Vendredi soir, se tenait un « gala de soutien » à la Mutualité, convoqué par les « Comités de soutien » et le « Comité central de grève ». Après un historique de la lutte dans les foyers fait par un membre du « Comité central de grève », dont l'essentiel du discours était « nous avons appris à lutter, nous avons appris à vivre », aucun débat ne s'ensuivit, alors qu'à la stupéfaction de quelques dizaines de jeunes travailleurs présents, aucune perspective n'était ouverte dans le combat contre les 40 F.

L'explication fut donnée à l'issue de la soirée, lorsqu'un membre de la Ligue Communiste, au nom des comités de soutien, devait expliquer qu'hors des comités de soutien, point de salut, que la grève avait été belle, mais que les noyaux « durs » des foyers ne suffisaient plus.

Le lendemain samedi, à 15 heures, se tenait une réunion du « Comité central de grève ». Les représentants de la Ligue Communiste expliquèrent que le gala de la veille avait été un grand succès mais qu'aujourd'hui il fallait regarder la réalité en face. L'occupation

n'est plus possible, les résidents ne veulent pas combattre, ils veulent bien ne pas payer, mais ils ne veulent rien faire. Le « conseiller technique » de la Ligue Communiste explique alors que dans ces conditions il était préférable de payer les 40 F, car l'isolement des foyers en lutte était trop grand. Décision fut prise à l'initiative de ce même conseiller technique de sortir un tract expliquant qu'il était temps de mettre fin aux occupations minoritaires, que la direction de l'ALJT était en train de gagner.

« Mieux qu'en 1936. » Mieux que Maurice Thorez, la Ligue Communiste devait samedi tirer les conséquences de sa politique. Il faut savoir terminer une grève sans avoir rien obtenu pour l'essentiel, telle est la conclusion tirée par cette organisation.

Mais les revendications des résidents sont toujours insatisfaites. La direction n'a pas reculé et pourtant, dans une douzaine de foyers de la région parisienne, ALJT ou FJT, de nombreux jeunes travailleurs refusent l'augmentation des 40 F.

Seules les « grèves dures » payent, disait la Ligue Communiste au mois de juillet. « Il nous faut faire mieux qu'aux Nouvelles Galeries, mieux qu'à Fenaroya. » En fait de « grèves dures » et « d'action exemplaire », la Ligue montre aux jeunes travailleurs son véritable visage. Elle donne l'ordre de payer.

L'Alliance des Jeunes pour le Socialisme, quant à elle, reprenant l'initiative de Benjamin et de Bernard, du Comité de grève d'Epinay, combat pour mobiliser les résidents sur leurs revendications, pour que ceux-ci, dans une Assemblée générale qui les réunisse en masse, puissent décider démocratiquement de leur action.

Abonnez-vous

« INFORMATIONS OUVRIERES »

Correspondance
Rédaction - Administration
88 bis, avenue Parmentier
PARIS 11^e
C.C.P. 21 831-73 Paris

ABONNEMENTS

1 an (48 n°) 50 F
Etranger (1 an) 60 F
6 mois (24 n°) 25 F

Versements au C.C.P. I.O. 21 831-73 Paris
Biblioteca de Comunicació
Institut Social
CEDOC

Un projet de budget " discret "

Il y a un an, le ministre des Finances présentait un budget pour 1972, qualifié de « budget de combat ». Ledit combat consistait d'une part à relancer la production par un accroissement de 20 % des dépenses d'équipement de l'Etat, financées par un supplément d'impôt et, d'autre part, à freiner l'inflation, à l'aide d'un plan « anti-hausse ».

Un budget chasse l'autre. Le projet pour 1973 présenté la semaine passée par Giscard d'Estaing est moins combatif : « sérieux » pour son auteur, « classique et discret » pour l'éditorialiste du Figaro. Il n'est en effet plus question de combat, ni pour la relance de l'expansion, ni pour freiner l'inflation. C'est l'inflation qui se charge de l'expansion : c'est annoncé et sans discrétion ! En fait, c'est ainsi qu'a fonctionné l'économie cette année : alors soyons classiques ! Pas d'augmentation d'impôts, dit-on au gouvernement, et pour cela, on élargit même les tranches fiscales, pour ne pas pénaliser les « rattrapages sur la hausse du coût de la vie ».

Mais ce que, discret, ne dit pas le ministre des Finances, c'est que 50 % des recettes supplémentaires sont le produit de cette hausse du coût de la vie, en particulier au moyen de la TVA sur les produits de consommation courante, lesquels devaient connaître au cours de 1973 une augmentation de leurs prix de

5,3 % officiellement. Le rythme actuel de hausse des prix à la consommation est, rappelons-le, selon le gouvernement, supérieur à 6 % (en fait, plus de 9 % selon les indices de la CGT). Les travailleurs paieront ! Par les impôts sur le revenu, et surtout par les impôts directs, par les prélèvements effectués sur les ressources de la Sécurité sociale. Le « Plan social » d'Edgar Faure s'appuie pour l'essentiel sur le budget de la Sécurité sociale.

Mais ces recettes, à quoi sont-elles destinées ? Aux dépenses d'équipement (+ 9 % en 1973) avec en priorité autoroutes et télécommunications.

Les révélations de M. Aranda ne sont pas nécessaires pour savoir que les entreprises de travaux publics et les trusts de l'électronique seront les premiers bénéficiaires. Mais ce sont les dépenses militaires qui connaîtront la plus forte croissance (+ 11,8 %), principalement du fait des réajustements des prix des équipements prévus par le Plan d'équipement à long terme de M. Debré. Système d'aide classique aux marchands de canons, la révision des contrats autorise la hausse des prix.

Les attentions du budget pour le grand capital sont compensées par l'austérité à laquelle l'Etat entend astreindre son personnel. Le nombre de postes créés dans la fonction publique baissera de 1972 à 1973 : 2 600

en moins dans les PTT ; 830 en moins dans l'Education nationale ; tandis que le ministère de l'Intérieur bénéficie d'une attribution de 2 000 postes supplémentaires !

Quant aux provisions destinées à l'augmentation du traitement des fonctionnaires, elles seraient de 2,3 milliards, ce qui permettrait un relèvement de 4 à 5 % de ces traitements. 2^e augmentation prévoyant lui-même une hausse des prix de 5,3 %, c'est la diminution du pouvoir d'achat des fonctionnaires que tente d'imposer Giscard. Une conclusion s'impose : ce budget « classique et discret », ce budget « sérieux » exprime la volonté du gouvernement de faire payer aux travailleurs les frais de la « modernisation » d'une économie qui ne parvient pas à faire face à ses échéances sur le marché mondial.

Commentaire du journal Les Echos, organe du grand capital : « Il s'agit d'un budget conçu en prévision des impératifs électoraux... En effet, en tenant les promesses faites en 1970 dans le domaine de l'impôt sur le revenu, M. Giscard d'Estaing maintiendra ou révélera la fidélité des non-salariés à l'égard de la classe politique au pouvoir. Le ministre a bien pris garde également de ne pas s'inspirer des recommandations les plus importantes contenues dans le tout récent rapport du Conseil des

Impôts. Engager maintenant la lutte contre la fraude aurait été considéré comme une provocation par les couches sociales proches de l'actuelle majorité. On verra la chose à partir de 1974. Enfin la suppression complète des majorations frappant les revenus élevés répond à la même préoccupation... Il reste que les moyens employés pour obtenir l'équilibre ne sont pas tout à fait exempts de risques. Le gouvernement sacrifie certains investissements collectifs pourtant urgents, débudgétise certains équipements d'entreprises nationales, ce qui pourra gêner le financement industriel privé ; enfin et surtout, il compte sur les conséquences de l'inflation pour gonfler les recettes fiscales. Il y a là un pari redoutable : qu'est-ce qui garantit que l'inflation pourra continuer inexorablement tout au long de l'année 1973 et qu'il ne faudra pas recourir, avant dix ou quinze mois à des mesures de redressement plus efficaces que celles prises jusqu'ici ? Il est plus sage de réduire le train de vie de l'Etat — mais était-ce possible en période électorale ? — et d'endiguer l'augmentation du coût de la vie en diminuant certains taux de TVA. Mais cette dernière opération s'est révélée impossible faute de marge financière : d'autres allègements fiscaux avaient la préférence et la priorité. »

On ne saurait être plus clair.

DANS LE CADRE B DE LA FONCTION PUBLIQUE LA FEN DOIT RETIRER SA SIGNATURE !

LES FEDERATIONS SYNDICALES DIVISEES : EST-CE L'IMPASSE ?

Le 11 septembre 1972, après plusieurs mois de négociations, et un dédale de querelles, de contre-propositions, etc., le gouvernement annonçait qu'avec la FEN, la CFTC et les autonomes, l'accord était réalisé sur un protocole modifiant les carrières des fonctionnaires du cadre B de la Fonction publique.

LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE DANS LA FONCTION PUBLIQUE

Le cadre B de la Fonction publique comprend plus de 500 000 personnes, dont les 350 000 instituteurs. C'est dire le poids du SNI dans ce secteur. Les autres organisations ont bien évidemment un poids plus faible dans cette affaire, et si FO considère la Fonction publique comme son bastion principal (où elle devance la CGT dans bien des corporations), le cadre B n'est pas pour elle le terrain d'intervention principal.

Depuis novembre 1971 (où le gouvernement avait proposé une convention salariale, assortie de la promesse d'examen de la « réforme d'ensemble » du cadre B pour le 1^{er} décembre 1972), les larges masses de fonctionnaires sont à la recherche d'une unité d'ensemble qui, contre le gouvernement, leur permettrait de satisfaire leurs revendications, stopper la dégradation de leur sort, les atteintes aux statuts, etc.

Les directions des syndicats de fonctionnaires s'ingénient à bloquer ce processus d'unité et, dans cette affaire,

elles se partagent le travail. FO est le syndicat le plus important et il signe la convention, la CGT vient de signer à l'EDF-GDF une convention similaire (où elle est la plus puissante, elle ne signe pas celle des fonctionnaires et développe logiquement une ligne tendant ensuite à sa « réintégration » dans la négociation. Monsieur E. Maire, après avoir approuvé la « tactique des luttes » de sa fédération des fonctionnaires CFTC (sur laquelle nous reviendrons) la somme de retirer sa signature.

L'UNITE NECESSAIRE

Alors ? Il apparaît à l'envi que les fonctionnaires ont des directions syndicales divisées. Et chacun de protester : « Nous n'y pouvons rien, c'est la faute du voisin ! » Pour les fonctionnaires, c'est l'impasse ? Voire ! Les conditions de la manifestation du 5 juin 1971 permettent de comprendre les étapes de la mobilisation des fonctionnaires :

La CFTC avait pour mot d'ordre « Non aux grèves sans lendemain » et par là même justifiait dans la pratique « pas de grèves du tout », ou alors des mouvements disloqués, tournants, etc. Les autres fédérations (FO, CGT, FEN principalement) se sentant couvertes, appelaient à 24 heures de grève générale et une manifestation rue de Rivoli.

La CFTC, sur ses mots d'ordre, n'appela pas à la grève et participa à la manifestation, dans un cortège où elle intégrait les scissionnistes gauchistes de la FEN.

La mobilisation des fonctionnaires a balayé ces misérables manœuvres et a clairement désigné l'objectif du Ministère de la rue de Rivoli, du Ministère des Finances, celui qui « tient les cordons de la bourse ».

Il n'y a pas eu de « débordement », mais une tenue imposée à la manifestation, une combativité telle qu'elle dépassait de loin le cadre que les appareils voulaient lui fixer.

LA DIVISION DU TRAVAIL

C'est dans ces conditions qu'on peut apprécier le résultat des négociations concernant le cadre B. Le « relevé des conclusions » proposé à la signature des organisations syndicales ne fait bien évidemment pas le compte : une majoration de 20 points (1 point peut être évalué à 5 F) répartie sur cinq années budgétaires, soit du 1-12-1972 au 1-7-1976.

Mais il ne faut pas s'y tromper. La question de la signature ou non d'un tel accord (en tout état de cause totalement inacceptable) ne se situe pas essentiellement au niveau des chiffres, des points indiciaires, de la durée de réalisation de la réforme, mais au niveau politique dans la période où s'ouvre la campagne des législatures de 1973, où les masses recherchent l'unité et où toute lutte revendicative pose la question (a fortiori chez les fonctionnaires) du gouvernement. Et tout cela au moment où le gouvernement MESSMER voit tous les rouages de son appareil d'Etat impuissants par la putréfaction sur pied du bonapartisme.

Alors si la signature est inacceptable, ne pas signer ne suffit pas.

Certains disent qu'on ne peut rien obtenir de plus, alors il faut signer. D'autres n'envisagent pas d'obtenir quelque chose d'autre par l'action et tentent de se désolidariser en ne signant pas.

Les fonctionnaires n'ont que faire de toutes ces arguties. Ils savent que le moment est, plus que jamais, favorable

pour obtenir du gouvernement qu'il recule et, pour le faire reculer, ils doivent lever l'obstacle que représente la division entretenue par les directions syndicales.

OU VA LA FEN ?

En signant l'accord, les dirigeants de la FEN et du SNI sont en train de jouer un jeu extrêmement dangereux.

L'unité de la FEN et le rôle positif qu'elle a de ce fait été amenée à jouer pour toute la classe ouvrière risque d'être mise en cause par cette politique des dirigeants réformistes.

Le gouvernement, pour sa propre sauvegarde en tant que gouvernement, avait dans ce cas précis fait appel à la FEN et au SNI et ceux-ci ont répondu : « Présents. »

La signature de l'accord du cadre B est exactement ce que l'appareil stalinien attendait pour reprendre l'offensive contre l'unité de la FEN, soutenue par les CFTDistes cléricaux et réactionnaires, tout en ne mettant rien en cause du fragile équilibre qui permet encore au gouvernement de tenir.

Les fonctionnaires de toutes catégories, du cadre B et ceux qui sont exclus de l'accord n'attendront pas 1973 pour poser leurs revendications.

La division des fédérations de fonctionnaires est un obstacle dans la voie de leur action, mais il sera surmonté et les efforts des diviseurs seront vains.

Il appartient à l'avant-garde d'unifier les enseignants et tous les fonctionnaires en mettant en avant leurs revendications, qui balayeront les accords et ouvriront la voie au combat contre le gouvernement.

ATTENTION ! Lecteurs, diffuseurs, correspondants.

NOTEZ LA NOUVELLE ADRESSE DE « I.O. »

SELIO - INFORMATIONS OUVRIERES
88 bis, Avenue Parmentier, PARIS-11^e
(Métro : Parmentier)

Toute la correspondance pour la rédaction et l'administration doit désormais être envoyée au 88 bis, Avenue Parmentier, PARIS-11^e et non plus au 39, rue du Faubourg-du-Temple.

ATTENTION ! Le numéro du C.C.P. de « I.O. » reste inchangé.
C.C.P. N° 21.831-73 PARIS
Biblioteca de Comunicação
i Hemeroteca General
CEDOC

en avant vers les

LES Assises nationales des militants pour le Front unique ouvrier auront lieu les 9 et 10 décembre.

Préparées dans les entreprises et les localités, elles rassembleront les délégués des travailleurs et militants qui ont engagé le combat pour l'unité ouvrière dans les luttes de classes, comme sur le terrain des élections pour le gouvernement ouvrier sans représentant de la bourgeoisie.

Elles s'appuieront sur les résultats de la Conférence nationale des militants pour le gouvernement ouvrier des 4 et 5 février 1972 à Versailles.

Elles participeront à la lutte pour la constitution de « Comités pour l'unité ouvrière ».

« Tribune libre de la lutte des classes », Informations Ouvrières ouvre ses colonnes aux militants ouvriers de toutes tendances et inorganisés qui militent pour confronter leurs expériences militantes, agir efficacement pour l'unité du combat de la classe ouvrière, défendre l'indépendance de la classe ouvrière face à l'Etat bourgeois.

Mais les regroupements de militants dans les entreprises et les localités ne sont pas des clubs de discussion. Ils interviennent à tous les niveaux du mouvement ouvrier organisé, dans la lutte quotidienne comme dans la lutte politique d'ensemble.

Les militants ouvriers en France ont entendu le message des travailleurs de la RATP et des dockers anglais : ils agissent consciemment pour que leurs organisations rompent tout lien avec la bourgeoisie, pour qu'elles soient régénérées, pour que leurs directions expriment la volonté des travailleurs. Sous de multiples formes s'opèrent la recherche de l'unité et de son corollaire indispensable, l'action résolue, efficace et sans retard.

L'Assemblée générale des travailleurs, les conférences ouvrières et démocratiques rassemblant les délégués de ces Assemblées générales avec les syndicats, au niveau des corporations et des branches industrielles, telles sont les formes démocratiques dont la classe ouvrière a besoin. Car la démocratie ouvrière est le corollaire indispensable, le contenu même de l'unité combattante des travailleurs.

Cette semaine Fontanet a cyniquement trahi les promesses de son prédécesseur, le gouvernement n'a accordé que des miettes aux fonctionnaires du cadre B de la fonction publique.

Les militants de l'OCI, de l'Alliance Ouvrière, de l'AJS ont combattu pour la satisfaction des revendications des jeunes travailleurs des foyers, les camarades de la SNIAS se sont exprimés par leur riposte immédiate contre les licenciements, les militants qui éditent l'O-RATP précisent la voie de l'unité, la discussion s'est engagée avec un militant du PS, travailleur du Livre.

POUR M. FONTANET, LE PARJURE DEVIENT METHODE DE GOUVERNEMENT I

En mai dernier, les enseignants des CET ont enregistré comme un recul du gouvernement, face à la menace de grève lancée par les quatre organisations syndicales, la promesse d'une revalorisation de 50 points d'indice, inscrite au budget 1973, faite par le Premier ministre et le ministre de l'Education nationale de l'époque, MM. CHABAN-DELMAS et GUICHARD.

Mais « promesse ne fait pas compte » : telle a été la réflexion immédiate de la majorité des enseignants des CET, méfiants à l'égard d'un gouvernement qui, non seulement refuse de satisfaire leurs revendications fondamentales ainsi que celles de l'ensemble des travailleurs, mais encore s'attaque à leurs droits et acquiesce ainsi qu'à l'enseignement technique public et à l'école laïque.

En effet, « promesse ne fait pas compte » puisque le « nouveau » gouvernement Pompidou-Messmer-Fontanet, prétexte aujourd'hui du changement de personnel ministériel pour ne plus reconnaître ses promesses.

Fontanet, aussitôt promu, ne perd pas de temps. Il provoque délibérément les enseignants des CET comme il provoque tous les laïcs. Ses interventions publiques sont sans ambiguïté.

Soutien inconditionnel de la hiérarchie catholique, il se félicite de l'existence des lois anti-laïques ; ancien ministre du travail, il prend sous sa responsabilité directe l'enseignement technique et il rassure le patronat : il continuera dans la voie tracée par Guichard avec les lois du 16 juillet 1971.

Fidèle disciple des Frères Chartreux, l'hypocrisie est sa règle d'or. Ainsi, après avoir fait silence pendant deux mois sur les 50 points des enseignants des CET il le rompt enfin : le 10 septembre il invite les organisations syndicales à le rencontrer... mais le 12 refuse de les recevoir. Il ne faut pas, écrit-il, « que les négociations sur le cadre B interfèrent celles des rémunérations des personnels enseignants des CET ».

Mais M. Fontanet est, répétons-le, un

bon samaritain de l'enseignement technique. Il tient à se dédouaner. Il n'est pas responsable ! « Je veux dès maintenant vous assurer que j'ai défendu depuis plusieurs semaines auprès de M. le Premier ministre la position qui avait été celle de M. Guichard (1). M. Messmer m'a fait connaître son préjugé favorable en faveur d'UNE REVALORISATION des rémunérations des personnels enseignants des CET dont il conviendrait d'arrêter plus précisément les modalités, mais qui aura en toute hypothèse un DEBUT D'APPLICATION en 1973 ».

Devant une attitude aussi ouvertement provocatrice, les enseignants des CET attendent de leurs organisations qu'elles organisent la mobilisation immédiate sur le mot d'ordre :

LES 50 POINTS TOUT DE SUITE POUR TOUT LE MONDE, et par là, tiennent leur engagement, celui de lever le surcil à l'ordre de grève « au cas où les promesses ministérielles ne seraient pas tenues ».

C'est en ce sens que les enseignants des CET se sont, dès le jour de la rentrée, adressés à leurs directions.

Si, aujourd'hui, ils se félicitent de la décision qu'elles ont prise au lendemain de la réponse du ministre d'appeler à la grève la dernière semaine de septembre « au cas où elles n'obtiendraient pas satisfaction », les enseignants des CET ne comprennent pas pourquoi il faudrait attendre si longtemps pour engager l'action. Ils pensent, et ils ont raison, que le temps joue contre eux et que Fontanet veut leur faire accepter quelques miettes comme il l'a fait pour le cadre B.

Ils sont prêts à combattre, ils le disent et ils le continueront à le dire à leurs organisations.

« Vous vous êtes mis d'accord, alors appelez-nous à l'action, sans attendre, pour arracher satisfaction, pour obtenir que le gouvernement tienne ses promesses, pour les 50 POINTS TOUT DE SUITE ET POUR TOUT LE MONDE ».

Telle est la volonté unanime et l'existence des enseignants des CET.

ORGANISER LA DEFENSE IMMEDIATE DES TRAVAILLEURS DE LA SNIAS

Le gouvernement Pompidou-Messmer-Ziegler fait sa rentrée à la SNIAS. Son « Plan social » :

— ramener les effectifs des usines de la région parisienne à 20 % de l'effectif total de la société,

— fermer l'usine de Courbevoie, licencier, muter, déclasser, remettre en cause les libertés syndicales.

C'est au nom du « développement de l'industrie aéronautique » qu'une procédure de licenciement est engagée contre l'avis du Comité d'entreprise pour 34 salariés de Courbevoie. C'est au nom de la « rentabilité » que l'on pousse les travailleurs à donner leur compte « volontairement ». C'est au nom de « l'efficacité » qu'à travers des reclassements proposés au personnel on refuse d'affecter les militants syndicaux.

LES TRAVAILLEURS DE LA SNIAS N'ACCEPTENT PAS

Il est temps de porter un coup d'arrêt aux plans de Ziegler, à cette politique, fondée sur la défense des intérêts capitalistes, organisée par un gouvernement vaurien dans la corruption, claudiquant de scandale en scandale. Ces dernières années, les travailleurs ont vu leurs conquêtes, droits et garanties sans cesse remis en cause dans cette entreprise nationalisée où ils ont mille occasions de constater par eux-mêmes la réalité de la gabegie et du gaspillage. C'est pourquoi ils sont pour LA NATIONALISATION TOTALE de toute l'aéronautique nationale, de toutes les industries d'armement et notamment pour l'expropriation pure et simple du trust Dassault.

D'autant plus que les dirigeants du PCF et du PS viennent de signer ce qu'ils appellent un « programme commun » et que les travailleurs estiment qu'ils peuvent lutter pour un gouvernement PC-PS qui ne comprendrait aucun représentant du capital et qui, en chassant l'équipe Pompidou-Messmer, les amis de l'avionneur Dassault, serait en mesure, s'ils le veulent, de satisfaire leurs revendications — notamment en ce qui concerne l'emploi, la qualification et les salaires.

Le moins que les travailleurs attendent d'un accord entre le PC et le PS est qu'il contribue de façon décisive à forger les

conditions des luttes victorieuses, avant, pendant et après les élections contre le patronat et le gouvernement.

La voie de l'unité entre les syndicats devrait, dès lors, être infiniment plus facile. En en appelant aux travailleurs de toutes catégories, à leur participation active, l'unité devrait se réaliser à la SNIAS pour la défense de l'emploi :

- PAS UN SEUL LICENCIEMENT
- PAS UNE SEULE MUTATION
- PAS UN SEUL DECLASSERMENT
- pour l'augmentation générale des salaires.

L'unité du personnel, la satisfaction de ses revendications dépendent des initiatives unitaires des organisations syndicales. Qu'ensemble elles organisent des Assemblées générales, qu'elles en appellent au personnel de toute la SNIAS en prenant l'initiative de convoquer une conférence de défense des travailleurs de l'aéronautique.

Il est temps de porter un coup d'arrêt au démantèlement de cette industrie, de centraliser les luttes pour imposer une convention collective nationale des travailleurs de l'aéronautique garantissant l'EMPLOI et la QUALIFICATION.

Dans toute l'aéronautique, les problèmes sont identiques. Ne laissons pas fermer usine après usine, hier la SIPA, aujourd'hui Courbevoie, demain Puteaux, le secteur production des Mureaux. C'est tout de suite qu'il faut imposer :

PAS UN POSTE EN MOINS A LA SNIAS

Céder aujourd'hui sur ce terrain, c'est s'interdire de faire valoir demain les solutions ouvrières sans lesquelles aucun résultat ne peut être durablement garanti.

Combattre aujourd'hui sur ce terrain, c'est permettre que se concrétise la perspective d'un gouvernement PC-PS sans représentant du capital car un tel gouvernement ne pourrait agir qu'en s'appuyant sur l'action et la mobilisation des travailleurs. Parce qu'ils veulent conserver leur emploi, parce qu'ils refusent que leur usine soit démantelée, ces derniers sont prêts à faire bloc avec leurs organisations, à préparer ainsi dès maintenant la nationalisation totale de l'industrie aéronautique spatiale sous le contrôle démocratique des travailleurs.

RENTREE SCOLAIRE : L'ACTION PAYE !

Rentrée 72 au CES de Grandvilliers : l'Inspection académique annonce la suppression d'une classe de transition et le déplacement de son maître titulaire, nommé à titre définitif sur ce poste. Mesure prise pour « faiblesse d'effectif » et qui amenait à créer une classe de 6^e-5^e de transition, communes, contraire à l'enseignement qu'on demande aux maîtres de donner dans ces classes !

Notre réaction est unanime : « Le personnel (enseignants et surveillants) demande le maintien de cette classe et de son titulaire... A cette fin le personnel unanime soutenu par ses syndicats (SNI, SGEN, SNES, SNEP, FEN, SNC) réuni le 15 septembre, a décidé de cesser le travail pour que cette mesure soit abrogée ».

(Motion adoptée pour l'Inspection académique.)

Les représentants des parents d'élèves apportent leur soutien.

Les personnels de bureau et de service signent une motion de solidarité.

Dès l'après-midi, alors qu'une délégation devait se rendre à Beauvais, l'Inspecteur académique, M. Poupepin, nommé dans ses fonctions le jour même, se déplace à Grandvilliers. Il nous reçoit et déclare ne pouvoir fournir une réponse positive sur le champ à nos revendications. Mais il constate également notre détermination de grévistes. Nous décidons la poursuite de notre mouvement, de faire connaître avec nos syndicats notre lutte dans le canton et le département, de préparer une délégation au Rectorat d'Amiens.

Dès samedi matin, l'Inspecteur d'Académie est de retour au CES pour nous annoncer que le Recteur a décidé de recréer le poste !

La preuve est faite que l'unité du personnel avec ses organisations syndicales, et avec le soutien des parents d'élèves peut faire revenir l'Administration sur ses décisions.

La leçon ne sera pas oubliée.
L'Hémoptica General
Les enseignants et surveillants du CES de Grandvilliers.

Masses nationales !



La rentrée scolaire vue par

Barthe

COMME LES CONDUCTEURS DE LA RATP, LES TRAVAILLEURS DES « FORGES DE LA VENCE » IMPOSENT L'UNITE

(Extraits du journal « l'Ardennais »)

« Un dur conflit a éclaté hier matin à 9 heures aux Forges et ateliers de la Vence à Mohon où les délégués du personnel, les représentants syndicaux de l'entreprise et le directeur M. Marcel Faure, ont été contraints à une « négociation forcée » par la centaine d'ouvriers de l'atelier des Forges qui a cessé le travail au même moment. »

Fidèle à sa politique qui revient à démobiliser le personnel par des formes d'action qui, en aucun cas, n'ont été démocratiquement décidées par les travailleurs eux-mêmes, la direction de la CGT avait appelé chaque équipe à débrayer chaque jour pendant une heure.

Dans le même temps, les « négociations » se poursuivaient, avec la bénédiction de l'Inspecteur du Travail...

Le 13 septembre, la même séance de négociations infructueuses recommençait. Les protagonistes prenaient place et « les ouvriers de la forge vinrent les prévenir qu'ils ne sortiraient pas de la pièce avant que satisfaction soit donnée à leurs revendications. »

La « négociation-marathon » était dès lors entamée. Interruption pour le repas de midi, composé de sandwiches, de fromage, etc., elle se poursuivait durant tout l'après-midi et la soirée, tandis qu'un ouvrier, assis sur un casier de bouteilles, devant la porte de la salle, regardait ses camarades jouer à la belote dans le couloir, au « palet » dans la cour, aller et venir...

ACCORD A 20 h 15

Dans le courant de l'après-midi

arrivait M. Labergère, secrétaire adjoint de l'UD-CGT qui devait rencontrer les délégués syndicaux, et s'entretenir également avec M. Post, directeur départemental du Travail et de la Main-d'Œuvre.

Les déclarations du représentant de l'UD CGT, partisan de cesser la négociation dans la soirée pour la reprendre le lendemain sous forme d'une réunion à laquelle participeraient en plus l'inspecteur du Travail et un « permanent » de l'UD n'ont pas été accueillies favorablement par les ouvriers.

Affirmant leur décision de « passer la nuit » si besoin était, aucun ne paraissait, vers 19 heures, inquiet de retenter ainsi dans les locaux de l'usine, le directeur.

« Rien que « non-sequestré » aux dires des ouvriers, M. Faure, directeur des Ateliers et Forges de la Vence depuis 11 ans, fut néanmoins dans l'impossibilité matérielle de quitter l'usine pendant toute la journée et une bonne partie de la soirée. »

Ce n'est qu'à 20 h 15 que les délégués du personnel quittaient la salle pour soumettre à l'approbation de leurs camarades les propositions faites par M. Faure : majoration de 0,52 F l'heure pour les estampeurs et 0,56 F pour les aides, que les ouvriers jugèrent satisfaisantes.

Des discussions concernant le retour aux 40 heures de travail se prolongèrent encore quelque temps après, mais le travail reprendra normalement ce matin. Les ouvriers tiendront une réunion générale à 8 h 30 dans les locaux de l'usine.

FONTANET NE LES OUBLIE PAS

Le cynisme des hommes de ce régime n'a plus de bornes !

Mais que propose le SNES ? Sa direction a refusé l'an dernier de prendre en considération la proposition formulée par Jean-Jacques Marie au nom de la tendance EE-FUO, d'admettre au syndicat les personnels du second degré à la recherche d'un poste dans l'Education nationale, les privant ainsi du cadre syndical naturel dans lequel devrait nor-

malement s'organiser leur défense.

Comme chaque année, plusieurs milliers de maîtres auxiliaires n'ont pas retrouvé de poste dans l'Education nationale.

Le ministre, Fontanet, n'a rien de mieux à leur proposer que de s'inscrire au chômage et de s'adresser à l'Agence nationale pour l'Emploi ! (circulaire publiée au Bulletin Officiel de l'Education nationale du 14 septembre).

LETTERE DE LIAISON (n° 3, septembre 1972) DES TRAVAILLEURS DU LIVRE DISCUSSION AVEC UN MILITANT DU P.S.

Question : Nous avons mené campagne contre les procès en Tchécoslovaquie. Que pensez-vous des premiers résultats et de ce qui reste à faire pour obtenir la libération des emprisonnés ?

Réponse : Tout d'abord, je me félicite de cette campagne qui est nécessaire dans l'intérêt du mouvement socialiste international. Notre silence serait une complicité et une faute bien plus grave encore. Partout où le socialisme est attaqué, nous nous devons d'être prudents. La proposition faite par MITTERRAND de convoquer l'Internationale socialiste est très positive. Je pense qu'elle devrait se prononcer pour la COMMISSION OUVRIERE D'ENQUETE, envoyée sur place, ce qui permettrait une vision plus claire de ces événements. Nous ne devons pas laisser les ennemis du socialisme ternir son image. Nous devons continuer la campagne avec le maximum d'explications et faire appel à nos camarades du PCF qui doivent se sentir concernés. A ce sujet, il n'est pas question de dénoncer un accord intérieur par un sujet aussi important qu'international mais il faut lutter ensemble vers le socialisme pour lequel nous nous sommes ensemble engagés.

Question : Tu viens de mentionner l'accord sur le programme commun de gouvernement, conclu par le PC et le PS.

Nous pensons, sans prendre en charge cet accord, que, sur cette base, ils devraient sans attendre appeler les travailleurs à se mobiliser pour la satisfaction de leurs revendications, pour la défaite de ce gouvernement, pour la formation d'un gouvernement des organisations ouvrières unies.

Quel est ton avis ?

Réponse : L'accord signé entre le PCF et le PS, et ensuite par certaines personnalités, est une chose très positive, personne ne peut le contester, et la levée de boucliers de la droite est là pour en témoigner !

Il est évident aussi que tout n'est pas parfait, mais nous devons avoir confiance, de même qu'en ses co-signataires ou associés. Au-delà, nous devons envisager un moyen de contrôle dans la perspective de l'unité ouvrière. Nous devons exiger aujourd'hui pour ces élections les propositions de gouvernement socialiste, la présentation de candidats ouvriers et le rejet de tout candidat ne représentant pas nos intérêts.

Aujourd'hui, la lutte doit être menée dans ce sens, organisée autour de ce programme, de même que les luttes syndicales doivent exiger le maximum, toujours dans la même perspective, pour la victoire des partis ouvriers.

« I.O. » R.A.T.P., NOUVELLE SERIE N° 16 L'UNITE NECESSAIRE

Ils mentent, ils truquent, ils rusent. Et malgré les fausses statistiques, les paroles apaisantes, les truquages d'indices, Pompidou-Messner sont obligés de reconnaître que le rythme de la hausse des prix devient inquiétant. Ils sont obligés de reconnaître que le nombre des chômeurs augmente.

La bourgeoisie française est en plein désarroi, elle doit faire face à une situation économique et politique qui tient comme elle peut, à la veille de la période électorale.

Pour sauvegarder ses intérêts, la bourgeoisie française a sa solution : faire pression sur les prix en limitant la consommation par la baisse du pouvoir d'achat des travailleurs, par un recours massif au chômage. La bourgeoisie veut renflouer ses caisses en faisant payer la classe ouvrière.

Comme ses maîtres, la direction de la RATP ment, truche et ruse aussi. Les augmentations de salaires attribuées par la direction sont déjà largement absorbées par la hausse des prix. La direction ment et ruse quand elle prétend que la modernisation provoquera la création de nouveaux emplois. La rationalisation s'accroît sur le réseau ferré et entraîne le licenciement des temporaires, alors que la direction a toujours affirmé qu'il n'y aurait pas de licenciements. Partout, la direction supprime des postes, d'où les menaces de mise à la retraite d'office des agents inaptes ayant 25 ans de service, d'où les licenciements avant commissionnement de nombreux jeunes agents. Faut-il croire la direction selon ses paroles ou selon ses actes ? Les dirigeants du PC et du PS ont

signé un « programme commun de gouvernement ».

Les travailleurs, eux, n'attendent pas un accord qui serait seulement électoral. Ils espèrent que les dirigeants du PC et du PS, que les dirigeants des organisations syndicales organiseront le combat contre la bourgeoisie et son gouvernement. Un accord de combat des organisations ouvrières, contre la bourgeoisie et son gouvernement, devrait se traduire par leur entente pour préparer et organiser tout de suite le combat des travailleurs pour leurs revendications à l'échelle nationale et dans toutes les corporations.

Ainsi à la RATP, que les dirigeants des organisations syndicales réalisent l'unité pour préparer et organiser le combat du personnel pour :

— la défense de son niveau de vie ; 2000 F par mois et pour tous ;

— la défense des emplois et de la qualification.

Que les dirigeants des organisations syndicales de la RATP appellent à des assemblées générales du personnel du ferré, du routier, des ateliers et des bureaux. Ensuite, représentants syndicaux et travailleurs délégués par les assemblées générales débattront, au sein d'une Conférence démocratique de défense des travailleurs, convoquée par les organisations syndicales, des revendications de l'ensemble du personnel de la RATP et des moyens d'action pour les obtenir.

Ce n'est que par la prise d'initiative de tels combats que les directions ouvrières lutteront réellement contre le gouvernement de la bourgeoisie, lutteront efficacement pour un gouvernement ouvrier.

SOUSCRIVEZ
AU FONDS INTERNATIONAL
LENINE-TROTSKY

C.C.P. BLOCH 30.500-79 — 45 - LA SOURCE

Heath dans l'impasse

Moins spectaculaire que la récente grève des dockers, la grève que poursuivaient depuis onze semaines les 300 000 ouvriers anglais du bâtiment est tout aussi significative du caractère impétueux que prend le développement de la lutte des classes en Grande-Bretagne.

C'est en effet par une défaite pour le gouvernement Heath et pour le patronat que s'achève la grève du bâtiment, les travailleurs ayant arraché 14 % d'augmentation par an pour les deux prochaines années, soit beaucoup plus que le plafond correspondant aux nécessités de la « politique des revenus ».

Après avoir essayé cet échec, Heath doit maintenant faire face aux revendications de deux millions de travailleurs du secteur public et nationalisé, qui exigent, quant à eux, de 20 à 30 % d'augmentation de salaires, revendication qu'il faut mettre en regard d'un taux d'inflation qui, selon les prévisions officielles, dépassera 10 % en 1973. Quant au chômage, malgré l'inflation et une dépréciation de fait de la livre de 7 % environ, consécutive à la « flottaison » décidée au début de l'été, il va frapper une nouvelle fois plus d'un million de travailleurs au cours de l'hiver.

Tandis que le récent congrès de la centrale syndicale, le TUC, a révélé un net glissement à gauche de la part de larges couches de cadres ouvriers, une fraction croissante de la bourgeoisie en appelle ouvertement à des solutions de type bonapartiste.

A cet égard, la récente prise de position de l'hebdomadaire « libéral » The

Observer est particulièrement significative : « La solution doit être politique, parce que le problème est lui-même politique », écrit l'éditorialiste de ce journal, « ce dont il s'agit, c'est l'autorité des syndicats, la distribution des revenus et, en dernière analyse, la survie d'une économie mixte dans un régime de démocratie parlementaire. Les discussions qui viennent de s'ouvrir n'aboutiront pas, selon toutes probabilités, au moindre accord à l'amiable. Il est cependant nécessaire d'en passer par ces négociations. D'abord pour exploiter jusqu'au bout les dernières chances de parvenir à un accord, et surtout parce qu'il faut apporter la preuve à tous que le gouvernement a fait le maximum par les voies amiables avant d'en venir à imposer sa volonté par le moyen d'une politique autoritaire des revenus, laquelle se révélera sans nul doute indispensable avant la fin de cette année (...). Cette nouvelle politique pourrait peut-être passer plus facilement si elle était assortie de concessions sur l'Industrial Relations Act (loi Carr), sans en abandonner les principes, mais en en différant l'application jusqu'à ce que les syndicats en aient réalisé les grands avantages (comme d'ailleurs les désavantages) pour leurs affiliés ».

Le cynisme de la bourgeoisie britannique égale son désespoir. Mais nul ne se dissimule plus désormais l'imminence d'affrontements décisifs avec la classe ouvrière, affrontements dont la grève des dockers comme celle des travailleurs du bâtiment indiquent l'ampleur qu'ils vont prendre.

Espagne

12.000 en grève à Vigo

Plus de douze mille travailleurs sont actuellement en grève dans la région de Vigo (Galice) pour soutenir le mouvement des 3 000 ouvriers de Citroën-Hispania qui ont cessé le travail depuis le 9 septembre pour obtenir la réintégration de cinq délégués syndicaux abusivement licenciés à la suite d'un mouvement destiné à arracher un abaissement de la durée hebdomadaire du travail. Deux mille travailleurs ont manifesté le 12 septembre pour obtenir l'abrogation des sanctions prises contre leurs camarades.

Le trust Citroën n'hésite pas dans cette affaire à utiliser toutes les ressources de la loi fasciste du régime de Franco. Les travailleurs espagnols ne l'oublieront pas lorsque l'heure de rendre les comptes sera venue. Notons à ce propos que le combat des travailleurs de Galice se conjugue avec la rapide

dégradation de la situation du régime, notamment à l'Université, où le mouvement des étudiants et des enseignants se développe contre les décrets gouvernementaux de juillet visant à renforcer l'arsenal répressif dans ce milieu.

L'attitude du gouvernement suscite défiance et désarroi jusque dans les sommets de la hiérarchie universitaire, pourtant traditionnellement favorable au régime : c'est ainsi que les recteurs des deux universités de Madrid, ceux de Santander, de Saint-Jacques de Compostelle, de Salamanque et de Malaga ont remis leur démission en signe de protestation. Les phénomènes de dislocation s'accroissent jusque dans les sommets du régime. Les échecs sont maintenant toutes proches. Le mouvement des travailleurs de Galice démontre une nouvelle fois que la classe ouvrière espagnole est prête à y faire face.

Liberté pour Hugo Blanco

Hugo Blanco, militant révolutionnaire du Pérou qui a passé plusieurs années en prison dans ce pays et qui avait été libéré l'an dernier, puis expulsé, vient d'être emprisonné par la junte Lanusse en Argentine.

Hugo Blanco vivait au Mexique en exil depuis plusieurs mois et n'avait pas obtenu le renouvellement de son permis de séjour. Il avait quitté le Mexique pour Buenos Aires en juin dernier.

Les autorités argentines ont arrêté Hugo Blanco sur la demande expresse de l'ambassadeur du régime militaire Velasco du Pérou, afin de lui interdire toute activité politique. Une mesure d'expulsion serait prise à son égard.

Les militants de toutes tendances se doivent de mener campagne pour la libération d'Hugo Blanco comme ils l'ont faite ces dernières années et afin qu'aucune mesure de déportation ne soit prise contre lui.

BULLETIN D'INFORMATION

du Comité pour la libération immédiate des emprisonnés politiques dans les pays de l'Europe de l'Est
Adhésions et correspondance :

Siège : Alain CHALLIER, 48, rue Louise-Michel, 92 - LEVALLOIS-PERRET (Tél. PER. 48-14).

Abonnements et souscriptions :

Un an (au moins cinq numéros) : à partir de 10 F (C.C.P. Alain Challier n° 31 547-74 - La Source).

Numéro spécial de août sur les procès.

CONSTITUTION DE LA Le combat continue

LES procès de Prague ne font plus parler d'eux depuis quinze jours. Du moins dans la grande presse, y compris L'Humanité. Pourtant, des centaines de militants sont dans les geôles de Husak-Bilak où ils doivent purger plusieurs années de prison.

La vague de répression de juillet-aout a frappé quelques-unes des têtes politiques du « printemps de Prague ». Qui oserait aujourd'hui prétendre que la prochaine charette ne sera pas pour Smrkovsky, pour Dubcek eux-mêmes ? La machine est en marche. Aujourd'hui, plus que jamais, le silence ne doit pas retomber dans les rangs du mouvement ouvrier sur la question des procès en Tchécoslovaquie.

Depuis des années, les militants de l'OCI, de l'AJS et de l'Alliance ouvrière combattent inlassablement la normalisation et ses conséquences. Cela fait plus de deux ans qu'avec le Comité du 5 janvier pour une Tchécoslovaquie Libre et Socialiste, nous nous sommes prononcés et avons combattu pour que, du mouvement ouvrier lui-même, surgisse la Commission d'enquête qui mettra les accusés de Prague sous sa protection. Des mois avant la grande vague des procès de l'été, conjointement avec de nombreux militants socialistes, communistes, avec des démocrates, des syndicalistes dans le cadre du Comité pour la Libération Immédiate des Emprisonnés Politiques dans les Pays de l'Europe de l'Est, la bataille s'est déployée contre les procès de Prague, contre la normalisation, pour le respect des droits démocratiques dans les pays où la bourgeoisie a été expropriée.

Pachman a été libéré en mai à l'issue d'une campagne qui a mobilisé la totalité des organisations de masse du mouvement ouvrier français. La FEN, la CGT-FO, se sont prononcées pour sa libération. Georges Séguy posait la question tchécoslovaque à la tribune du congrès de la CGT quelques jours avant la libération de Pachman.

Mais, Pachman libéré, les normalisateurs redoublaient leur offensive contre les militants du « printemps de Prague » qui n'acceptaient pas de plier devant l'arbitraire qui règne en Tchécoslovaquie et qui, se situant sur le terrain de la défense des conquêtes socialistes, refusaient de se faire les complices de Husak et des sinistres Indra et Bilak.

Ainsi, la bataille engagée pour regrouper les forces vives du mouvement ouvrier contre les procès de Prague, de Brno et de Bratislava, avant même que la grande vague de l'été n'ait été déclenchée par les normalisateurs, trouve sa complète justification.

Dès le lendemain des premiers procès de l'été, la FEN, le bureau confédéral de la CGT, la CGT-Force Ouvrière ont protesté contre les procès. Les dirigeants du PCF eux-mêmes ont expliqué publiquement leur désaccord avec Husak, dont les assurances à Roland Leroy en février dernier ont été démenties par les faits. Mais protester ne suffit pas. Puisque toutes les organisations ouvrières reconnaissent que ce qui se passe à Prague est intolérable, alors c'est l'action qu'il faut désormais organiser pour sortir de geôle les victimes des procès.

C'est ce que font aujourd'hui chaque jour plus nombreux les militants du PCF eux-mêmes, de la CGT, de toutes les organisations ouvrières et démocratiques en condamnant publiquement les procès de Tchécoslovaquie et en exigeant la constitution rapide de l'indispensable Commission Ouvrière Internationale d'Enquête, comme le démontrent, parmi cent autres initiatives, les travailleurs de la BNP-Barbès.

Il faut se convaincre que la véritable bataille contre la normalisation ne fait que commencer. Il faudra regrouper des forces considérables pour faire sortir de prison les centaines de prisonniers tchécoslovaques ainsi que Piotr Jakir et ses camarades de la nouvelle opposition communiste en Union Soviétique.

Mais c'est précisément parce que la révolution qui balayera la bureaucratie stalinienne est à l'ordre du jour que les héritiers de Staline sont décidés à porter les coups les plus rudes aux militants fidèles en Europe de l'Est aux enseignements de Marx et de Lénine, qui n'entendent pas capituler devant le Kremlin et ses laquais satellites. C'est contre cet acharnement des bureaucraties à balayer, comme à l'époque du stalinisme triomphant, toute opposition socialiste représentant potentiellement un danger immense pour leur pouvoir parasitaire, qu'il est urgent de déployer les forces du mouvement ouvrier.

On a souvent dit ici que le socialisme était indivisible. Le combat pour la révolution socialiste en France est inséparable de la défense des droits, libertés et des conquêtes socialistes dans les pays où la bourgeoisie a été renversée. Combattre pour la libération des emprisonnés politiques tchécoslovaques, c'est unir les rangs du mouvement ouvrier, c'est préparer en même temps les conditions de l'affrontement victorieux des travailleurs, en France, contre leur propre bourgeoisie.

Marchais doit se prononcer

Georges Marchais est un démocrate courtois. Surtout lorsqu'il est en bonne compagnie. Comme mardi 12 septembre à la télévision avec M. Alain Peyrefitte, nouveau secrétaire de l'UDR, dans l'émission « A armes égales ».

L'Humanité du 13 rapporte : « Marchais lui (à Peyrefitte) lance un défi ».

— Vous avez évoqué la Hongrie. Je suis habilité par mon ami Axel (membre du bureau politique du PC Hongrois, NDLR) à vous proposer un débat entre vous-même, qui iriez en Hongrie, et des personnalités hongroises qui viendraient en France.

— Librement retransmis ?

— Absolument, il suffit que vous vous entendiez avec les Hongrois.

Alain Peyrefitte accepte le défi.

De quoi s'agit-il ? De faire connaître à l'opinion française la vérité sur la situation des travailleurs en URSS et dans les pays de l'Europe de l'Est ? Soit. Mais à quels témoins, à quels arbitres Marchais et Axel ont-ils décidé de s'adresser ? Au secrétaire général du parti de la réaction, animé, en tout état de cause, de toute la haine

de sa classe à l'égard des conquêtes historiques des travailleurs, et porte-parole d'un anti-communisme viscéral ? Quoi qu'il en soit, cette invitation a été formulée par Marchais devant quinze millions de téléspectateurs. Et il serait désormais inconcevable que les autorités des pays intéressés, après avoir autorisé le bourgeois réactionnaire Peyrefitte à enquerir sur place, refusent le même droit aux représentants du mouvement ouvrier attachés aux conquêtes socialistes et désireux, au nom des millions de travailleurs d'Europe occidentale, de faire connaître la vérité sur la situation des emprisonnés politiques et des victimes des procès en URSS et en Tchécoslovaquie.

Marchais ne saurait désormais se dérober : il doit se prononcer sans plus attendre sur la proposition de la Commission internationale d'enquête du mouvement ouvrier formulée, avancée, notamment par la puissante Fédération de l'Education nationale et soutenue par l'OCI, l'Alliance ouvrière, le PCF, par des milliers de militants et de militants ouvriers.

politiques dans les pays de l'Europe de l'Est passe par la

COMMISSION OUVRIERE D'ENQUETE INTERNATIONALE

IO BNP Barbès

C'est l'affaire du mouvement ouvrier dans l'unité

Tandis qu'à l'échelle internationale et nationale se poursuit la campagne pour la libération des militants emprisonnés à Prague, à la BNP, les militants de l'OCI et de l'Alliance Ouvrière ont été partie prenante, aux côtés d'autres tendances du mouvement ouvrier, d'une bataille qui s'est traduite par une campagne de signatures sur un texte adressé à l'ambassade de Tchécoslovaquie.

Signalons que parmi les 142 signataires (chiffre définitif) de Barbès et Bergère, figurent des militants de la CGT, de FO, de la CFDT, du Parti Socialiste, de Lutte Ouvrière, de la Ligue Communiste et de l'Alliance Ouvrière.

D'autre part, un Comité pour la Défense des Emprisonnés Politiques de Tchécoslovaquie, ouvert à toutes les tendances qui se réclament du mouvement ouvrier et du socialisme, ainsi qu'aux inorganisés, a été constitué dans le but d'amplifier la campagne à la BNP.

Les prises de position du syndicat parisien de la banque Force Ouvrière et de la section CFDT-BNP sont un premier pas positif car le mouvement syndical ne saurait être absent de cette bataille pour la défense du socialisme.

L'unité des organisations syndicales CGT, CFDT, FO est nécessaire sur cette question car elle peut empêcher la réaction et les anti-socialistes d'utiliser les événements de Prague contre les travailleurs.

COMMENT PEUT-ON LIBERER LES EMPRISONNES ?

S'il est juste de dire que les militants du PCF et de la CGT peuvent jouer un rôle déterminant dans cette bataille, compte tenu des rapports existant entre le PCF et le Parti communiste tchécoslovaque, la CGT et les syndicats tchécoslovaques, il n'en reste pas moins que la politique et les orientations de ces organisations ne sauraient constituer un préalable ou un obstacle à une campagne unie car la défense des militants emprisonnés n'est pas l'apanage d'un seul courant ou d'une seule tendance, mais repose sur la mobilisation unie des travailleurs et de leurs organisations.

Il en est de même pour les militants du Parti socialiste ou les travailleurs syndiqués ou militants à FO.

Nul n'est mandaté par les travailleurs pour choisir entre les différentes tendances du mouvement ouvrier qui a le droit ou non de défendre les emprisonnés.

Les travailleurs sauront reconnaître ceux qui utilisent les procès contre le socialisme et ceux qui défendent réellement Petr Uhl, Hrubé, Sabata et leurs camarades.

C'est pourquoi nous sommes en désaccord avec le tract *Front rouge* édité par la Ligue communiste qui nie la nécessité de réaliser le Front unique de toutes les tendances du mouvement ouvrier à l'échelle internationale, seul capable de sauver les emprisonnés et d'enrayer toute utilisation des procès de Prague à des fins anti-communistes.

Ceci est d'autant plus regrettable que les militants de la Ligue communiste ont, jusqu'à présent, joué un rôle actif à la BNP pour la libération des emprisonnés, en s'associant à la campagne unitaire développée sur la banque.

Conscient de la nécessité d'agir vite pour arracher de leurs geôles Uhl, Hrubé, Sabata, l'Alliance ouvrière continuera le combat aux côtés des camarades du Comité pour la libération des emprisonnés politiques de Tchécoslovaquie, ainsi qu'aux côtés de tous ceux qui ont pris position, pour que le mur du silence ne tombe pas sur la Tchécoslovaquie, pour que le mouvement ouvrier de ce pays ne soit pas complice des coups portés contre le socialisme au nom du socialisme.

LIBERTÉ POUR PIOTR IAKIR ! exigent des centaines de militants ouvriers

Il est indispensable que se poursuive largement l'effort entrepris par de nombreux militants ouvriers pour la libération de Piotr Iakir. La tâche de l'heure est de déployer la bataille dans les organisations ouvrières et notamment dans les syndicats. Pour faire le point, la rédaction d'Informations Ouvrières a rencontré le camarade Alain Chailier, président du Comité pour la libération immédiate des emprisonnés politiques dans les pays de l'Europe de l'Est.

Le Comité a reçu ces dernières semaines plusieurs centaines de lettres de militants ouvriers de toutes tendances et de démocrates exigeant la libération de P. Iakir.

Nous publions ci-dessous quelques extraits de cette importante correspondance qui sera transmise à l'Ambassade soviétique.

Il vient de paraître en France une partie des mémoires de Piotr Iakir lui-même qui réfutent hautement les calomnies répandues sur le descendant des bolcheviks russes. Nous y reviendrons. Enfin, il n'est pas sans intérêt de remarquer que toutes ces manœuvres et l'escalade dans la répression à l'encontre des combattants du socialisme et du communisme en URSS, militants de la nouvelle opposition communiste, s'accompagnent d'une offensive sans précédent contre le trotskysme dans la presse soviétique.

Certes les trotskystes sont aux premières lignes du combat pour sauver Piotr Iakir qui perpétue la glorieuse tradition bolchevique. Mais ce combat est celui de milliers et de milliers de militants ouvriers, du mouvement ouvrier international dans son ensemble, puisqu'il s'agit d'arracher la liberté et peut-être de sauver la vie du militant ouvrier Piotr Iakir, l'un de ceux qui incarnent le plus authentiquement la continuité de la révolution d'octobre.

C'est ce qu'ont compris de nombreux militants qui ont adressé des lettres personnelles à l'ambassade soviétique en France via Alain Chailier (48, rue Louise-Michel, 92-Levallois-Perret).

Ainsi une institutrice de Lorient écrit-elle : « Ayant milité dans la Résistance, contre le nazisme, sur des bases internationales, pendant plus de quatre ans, c'est-à-dire dès 1940, je te demande instamment de faire parvenir ma protestation à l'ambassade d'URSS en France contre l'arrestation et l'internement de Piotr Iakir et pour sa libération. »

Un camarade écrit : « Militant du PCF de 1935 à 1948, j'ai cessé de militer pour raisons privées. Je suis tout de même resté communiste en étant un propagandiste et un électeur du PCF. En juin 1968, j'ai divorcé d'avec le PCF tout en gardant mes convictions formelles. Je m'adresse à vous car j'ai trop attendu que l'URSS montre au monde un visage exemplaire qui, je le pense, aurait entraîné les travailleurs du monde entier à cette révolution que nous attendons tous. J'ai aussi attendu trop longtemps que l'URSS montre au monde un visage humain où l'homme serait respecté. N'est-il pas le capital le plus précieux ? »

Et ce militant de poursuivre : « Au contraire de ce que j'espérais, j'ai vu des échecs dans beaucoup trop de domaines. Mais ce qui est plus grave, c'est que depuis des dizaines d'années, l'homme est balouté, considéré à peine comme un outil, et s'il réclame un peu de liberté, alors c'est un banni. Le dernier exemple qui a été cité est celui de Piotr Iakir, dont le père a été assassiné, puis réhabilité. »

« Je vous prie, Monsieur l'ambassadeur, d'intercéder pour qu'on relâche Iakir. J'insiste, car je connais un peu le peuple soviétique. J'ai séjourné plusieurs semaines de Leningrad à Tachkent et j'ai constaté que ce peuple est bon et c'est en son nom — qui ne veut certainement pas de mal à Iakir — que je réclame sa libération. »

Un militant des centres d'initiative communiste du Havre, ancien FTP, écrit : « J'ai l'honneur et le regret, indépendamment de l'amitié que j'ai toujours ressentie et que j'ai toujours défendue contre les adversaires et ennemis du pays des soviets, du parti bolchevik du regretté camarade Lénine, d'intercéder

près de vous et vous demander de bien vouloir faire parvenir à votre gouvernement cette requête nullement isolée contre une situation de fait existant en URSS, et violant la légalité même de la Constitution fondamentale de l'URSS.

Ceci m'amène donc, Monsieur l'ambassadeur, à intervenir pour le camarade Pierre Iakir, dont le père a été fusillé en 1937 sur l'ordre de Staline lors des funestes procès de Moscou, puis réhabilité lors de la dénonciation du culte de la personnalité de Staline.

« Ceci a provoqué et provoque toujours dans la conscience de millions de militants communistes honnêtes et restés fidèles à l'enseignement et à l'idéal des bolcheviks du parti de Lénine un trouble profond (...).

« En conclusion, je vous demande, Monsieur l'ambassadeur, d'intercéder et d'agir auprès du gouvernement de l'URSS qui a la haute main sur la justice, et de faire respecter la loi fondamentale de la Constitution de l'URSS et de ses Républiques fédérées, et en particulier :

l'article 51 concernant les commissions d'enquête,

l'article 109 relatif aux tribunaux populaires,

l'article 111 relatif aux débats dans tous les tribunaux de l'URSS devant être publics,

l'article 123 déclarant l'égalité en droit de tous les citoyens de l'URSS,

l'article 125, en particulier, garantissant aux citoyens de l'URSS :

- a) la liberté de la parole,
- b) la liberté de la presse,
- c) la liberté des réunions et des meetings,
- d) la liberté des cortèges et de démonstrations de rue,



l'article 127 garantissant l'inviolabilité de la personne des citoyens ne pouvant être arrêtés que sur décision du tribunal,

l'article 128 garantissant l'inviolabilité du domicile et le secret de la correspondance.

« C'est en considération de ces articles de la Constitution de l'URSS que j'ai adhéré au Comité pour la libération immédiate des emprisonnés politiques dans les pays de l'Europe de l'Est. »

Un militant écrit : « Il est inadmissible, après les déclarations du XXII^e congrès

du PCUS, que ne soit pas mis un terme aux pratiques anti-démocratiques et anti-socialistes qui ont marqué honteusement l'époque stalinienne (...). La révolution d'Octobre avait fait naître un gigantesque espoir dans les cœurs de millions de travailleurs : n'allaient-ils pas faire éclater les vieilles structures d'une société en pleine décomposition ? La dégénérescence du gouvernement ouvrier d'URSS, œuvre de Staline et son corollaire, le caractère réactionnaire et dogmatique d'une bureaucratie omnipotente et omniprésente ont fait comprendre aux socialistes épris de liberté et de progrès véritables que ce n'était pas ce type de société communiste qu'il fallait suivre (...).

« Je demande que, cesse cette vague de procès qui ternit chaque fois un peu plus le drapeau rouge des partisans du socialisme en faisant rejettir sur eux la honte que font naître de telles pratiques ; procès qui fournissent par ailleurs des armes nouvelles aux politiciens effarouchés de nos démocraties libérales — voir par exemple les récentes déclarations de certains membres de la majorité gaulliste.

« C'est pour la libération de Iakir, pour le respect des libertés, contre les procès truqués que je soutiens l'action que vous avez entreprise et qui s'est révélée positive en permettant la libération de Pachman. »

Un administrateur de la section de Montpellier de la Mutuelle Nationale des Etudiants de France écrit : « Alors qu'en France des milliers de militants œuvrent pour le socialisme, il est inadmissible que le visage du socialisme soit défiguré et puisse être ainsi transformé en repoussoir contre la classe ouvrière par les partis bourgeois — UDR, RI, radicaux, centristes... — et leurs cliques.

« C'est inadmissible ! Les partis de la classe ouvrière, les syndicats doivent prendre position. Personne n'a le droit de laisser rendre hideux le but historique de la classe ouvrière, le socialisme. Aussi, camarade, je joins ma voix à toutes celles qui prennent position pour la défense de Iakir et la défense de tous les militants des pays de l'Est pour le communisme que l'on tente de frapper. »

Un groupe de sept ouvriers du Havre a envoyé la lettre suivante :

« Les soussignés, travailleurs de la Société d'Electricité pour la Lumière et la Force (agence du Havre), informés par le Comité pour la libération immédiate des emprisonnés politiques d'Europe de l'Est que Piotr Iakir, un des fondateurs du groupe d'initiative pour la défense des droits civiques en URSS, a été arrêté par la police politique soviétique (KGB), exigent sa libération immédiate et demande que cesse en URSS et dans les autres pays socialistes la répression contre les militants communistes. »

De Champligny, cité du Bois-l'Abbé, parvient, signé en commun par des militants de l'OCI, de l'Alliance ouvrière et du PCF, le message suivant :

« Nous, travailleurs de toutes tendances du mouvement ouvrier, apprenons avec émotion l'arrestation à Moscou du communiste Pierre Iakir, fondateur du groupe d'initiative pour la défense des droits civiques et fils du général bolchevik Iona Iakir, fusillé en 1937 par Staline.

« Nous affirmons notre volonté de ne pas laisser recommencer les procès de Moscou de sinistre mémoire dans le mouvement ouvrier. La protestation du mouvement ouvrier international, et en particulier français, a permis de libérer Pachman. Nous exigeons la libération immédiate de Piotr Iakir. »

Ce ne sont là que quelques extraits des lettres qui continuent à affluer au siège du Comité. Nul doute que c'est le militant des CIC du Havre qui exprime le plus clairement « le trouble profond », provoqué « dans la conscience de millions de militants communistes honnêtes ». Ces militants ont commencé à s'exprimer, à exiger la libération de Piotr Iakir, notre camarade. Certains d'entre eux ont adhéré au Comité présidé par le camarade Alain Chailier. Avec eux et de nombreux autres qui connaissent également un « trouble profond », il s'agit dans les semaines, dans les mois qui viennent, de déployer ensemble l'activité militante inlassable qui amènera l'ensemble des organisations du mouvement ouvrier français et international à prendre position pour la libération de Iakir. C'est la voie de la libération de notre camarade et de la défense des conquêtes socialistes en URSS dont il est le plus authentique symbole et représentant.

Pour ou contre le socialisme

LE chancelier Willy Brandt posera la question de confiance cette semaine au Bundestag. Il la posera avec l'intention que son gouvernement soit mis en minorité, ce qui provoquera de sa part la dissolution du Parlement et des élections anticipées dans toute l'Allemagne. Il s'agit là de la procédure prévue par la Constitution allemande pour provoquer des élections anticipées.

Les journaux bourgeois mettront l'accent sur le fait que depuis l'expulsion d'un député (Günter Müller) du parti SPD, et la démission du ministre de l'Economie, Karl Schiller, le gouvernement est de toute façon minoritaire au Bundestag. Là n'est pas le problème. L'issue de la récente tentative des partis bourgeois, CDU-CSU, de mettre le gouvernement en minorité au Parlement en avril dernier a montré que cela ne se jouait pas en termes d'arithmétique parlementaire, mais sur le terrain de la lutte de classe. Face à la mobilisation des masses qui ont participé à des grèves et manifestations pour soutenir Brandt, la bourgeoisie a dû reculer.

Aujourd'hui c'est avec l'accord de tous les partis bourgeois CDU-CSU et FDP (1) que le SPD (Parti socialiste allemand) dissout l'assemblée et appelle les élections.

(1) FDP, Parti libéral allemand, membre de la coalition gouvernementale. CDU-CSU, Parti chrétien démocrate, dirigé par Barzel et Strauss.

En effet, la radicalisation et la capacité de mobilisation des masses, telles qu'elles se sont exprimées, entre autres, en avril dernier, ont posé de façon aiguë le problème du pouvoir.

A l'origine de cette mobilisation, il y a la crise économique qui se développe en Allemagne comme composante de la crise mondiale, aggravée par la jonction énorme que représente, pour l'économie allemande, le fait de soutenir artificiellement le dollar, au nom du nécessaire maintien d'un équilibre mondial fragile. Après avoir été longtemps le champion du libéralisme économique, du non-interventionnisme de l'Etat, à travers son ministre de l'Economie (Schiller), le gouvernement allemand a dû prendre des mesures dirigistes pour protéger le mark face à l'impossibilité d'arriver à un accord européen qui soit respecté par tous les pays. Tout cela a conduit à l'impasse, et à la désillusion quant à la voie réformiste « d'élévation du niveau de vie dans une économie libérale, tout en assurant la stabilité ».

Incapable de satisfaire les revendications des travailleurs, la bourgeoisie veut ballooner la classe ouvrière, lui imposer son ordre social. Mais en même temps, le rapport de forces entre les classes est tel aujourd'hui en Allemagne et en Europe que la bourgeoisie allemande ne peut exercer le pouvoir et appliquer sa politique sans la caution du SPD. Caution qu'elle paie très cher, bien sûr, puisqu'à chaque étape, les travailleurs, quand ils entrent en lutte, tentent de se saisir de ce cadre politique (leur parti au gouvernement) et appuyés sur une très forte centrale syndicale, exigent la satisfaction de leurs revendications.

C'est tout cela qu'expriment les grèves dans les usines pour soutenir Brandt face au putsch parlementaire de la Démocratie chrétienne. Mais en même temps l'échec de cette tentative de prise de pouvoir par la CDU et cette mobilisation des masses, ont accentué les données de la situation politique et ont contribué à poser clairement le problème de savoir si c'est la bourgeoisie ou la classe ouvrière qui détient le pouvoir ou le détient. Le soutien actif des masses ouvrières au Parti Socialiste est en même temps un carcan qui contraint les dirigeants de ce parti à répondre à cette radicalisation des masses.

C'est dans ce contexte que s'ouvre la campagne électorale. Pour la première fois depuis la deuxième guerre mondiale, dans l'Allemagne divisée, où l'ordre stalinien à l'Est sert de repoussoir, ce qui est au centre de la campagne électorale est la discussion sur le socialisme : pour ou contre.

Le CDU et le FDP, partis bourgeois, ont déclaré qu'ils ne voulaient pas du socialisme en Allemagne.

Brandt, au nom de la direction du SPD, s'est déclaré pour un « socialisme démocratique », ajoutant que les sociaux-démocrates sont des socialistes. Ceci n'est pas un petit pas en avant, imposé à Brandt par la radicalisation des masses. Mais en même temps, la direction SPD veut une campagne électorale aussi courte que possible, et avec le moins de « vagues » possible, afin d'éviter que ne s'exprime plus avant cette mobilisation des masses dans le cadre qui lui est offert.

Dans le même moment, le SPD se déclare favorable à une reconduction de la coalition avec le Parti libéral FDP, c'est-à-dire par la présence de partis de la bourgeoisie dans le gouvernement, liant les socialistes au programme de cette bourgeoisie.

En perpétuant la politique faillie de « petite coalition » avec un parti bourgeois, la direction du SPD participe à la tentative de démobiliser les travailleurs et d'endiguer leur lutte.

Il est significatif que la centrale syndicale s'est déclarée « neutre » par rapport à la campagne électorale et, en même temps, a publié un programme de revendications dont la presse bourgeoise elle-même a dit que, pour le satisfaire, il faudrait que le SPD soit seul au gouvernement.

Dans cette bataille de classe, sur le terrain électoral, nos camarades trotskystes allemands du groupe Internationale Arbeiter Korrespondenz interviennent et construisent l'organisation révolutionnaire.

A la question : pouvoir de la bourgeoisie ou pouvoir de la classe ouvrière ? ils répondent : lutte pour le pouvoir de la classe ouvrière, ce qui s'exprime aujourd'hui par le mot d'ordre : gouvernement du seul SPD sur un programme ouvrier qui satisfasse les revendications.

A la question pour ou contre le socialisme, ils répondent clairement : notre but c'est le socialisme !

En Allemagne, du fait de la division, cette lutte pour le socialisme pose de façon plus immédiate que partout ailleurs le problème de l'unité entre la lutte contre la bourgeoisie pour la révolution sociale et la lutte contre la bureaucratie stalinienne pour la révolution politique.

Le mot d'ordre de lutte pour un gouvernement ouvrier de toute l'Allemagne pose le problème de la jonction des travailleurs et combattants politiques à l'Est et à l'Ouest.

C'est pourquoi la campagne que nos camarades impulsent dans le cadre du « Comité pour la libération immédiate des emprisonnés politiques en Europe de l'Est » fait partie de la campagne pour le socialisme, pour le gouvernement ouvrier, y compris dans le cadre de la campagne électorale. Nous y reviendrons.

ARGENTINE :

Une phase critique de la lutte des classes

AUJOURD'HUI tout concourt à indiquer que la situation politique en Argentine a atteint un point de rupture : tous les plans pour tenter de canaliser et freiner le mouvement de la classe ouvrière et des masses par des moyens « relativement » démocratiques ayant échoué, c'est vers un tournant d'extrême droite — qui serait marqué par la tentative d'instaurer en Argentine un régime politique de type brésilien — que la bourgeoisie argentine et l'impérialisme, en utilisant l'aile droite ultra-réactionnaire de l'armée paraissent vouloir s'orienter.

Rien n'est encore joué : la classe ouvrière n'a pas dit son dernier mot, mais il est inutile de cacher les trois grands dangers que recèle la situation actuelle.

Depuis le 29 mai 1969 c'est dans le contexte donné par la grève générale et les combats de rue de Cordoba — suivis par une grève générale appelée centralement par la CGT sous contrôle péroniste, qui a paralysé l'activité dans l'ensemble du pays — que la lutte des classes dans l'ensemble de ses conséquences (incluant les manœuvres politiques à l'intérieur du camp de la bourgeoisie) s'est développée.

Le « Cordobazo » mettait à bas la politique engagée précédemment par le général Onganía avec la collaboration d'une partie des dirigeants de la CGT pour intégrer « à froid » les syndicats dans l'appareil d'Etat.

Le « Cordobazo » mettait également à bas la politique économique élaborée dans cette perspective par le ministre d'Onganía, Kreiger-Vasena, dont les fondements étaient donnés en particulier par un blocage rigoureux des salaires et une détérioration brutale des conditions de vie de la classe ouvrière.

En mai 1970, un an après le « Cordobazo », Onganía tombait. La politique de blocage des salaires était abandonnée et l'ensemble des contradictions profondes de l'économie argentine — économie de type « compradore » étroitement soumise aux exigences de l'impérialisme — se réaffirmaient avec violence : depuis 1970 le taux annuel d'inflation est de 40 à 60 % et la monnaie est dévaluée presque tous les six mois. Le prolétariat ne se laissait pas faire mais défendait, par la grève, la grève générale

et les manifestations, le niveau des salaires et ses conditions de vie.

Dans les rangs de la bourgeoisie enfin, et surtout au sein de l'armée qui en constitue politiquement la colonne vertébrale, s'est développée une longue discussion entre les partisans des diverses méthodes préconisées pour faire face à la situation ainsi créée.

Aujourd'hui cette discussion paraît être arrivée à son terme. La poussée objective des masses se fait chaque jour plus forte, y compris — et c'est là que git évidemment le fond du problème — si elle ne se développe pas en fonction d'objectifs de classe clairement définis. Elle défait une à une les solutions de compromis et en démontre le caractère inviable. Elle accule la bourgeoisie à une situation où la droite de l'armée peut répéter à satiété qu'il ne lui laisse d'autre choix que de reprendre le contrôle de la situation par les méthodes de l'affrontement brutal, de la répression ouverte et la liquidation totale de l'ensemble des libertés politiques et syndicales.

Les solutions de compromis ont reposé sur une tentative d'échafauder une coalition de gouvernement qui comprendrait les péronistes, recevait la caution et l'appui complets de Péron, sans comporter néanmoins sa participation directe, jugée absolument inacceptable par la majorité des dirigeants militaires. Mais pour pouvoir être mise en œuvre, une telle politique exigeait à son tour une base d'acceptation relativement sérieuse au sein de la classe ouvrière et des masses.

C'est cette base qui a fait absolument défaut : les masses ne l'entendent pas

ainsi. Plaçant dans leur écrasante majorité leurs illusions en Péron, en dépit du fait qu'il s'agit du chef de file d'un courant bourgeois profondément hostile à toute expression politique propre des masses, identifiant la solution de leurs problèmes avec la mise en place d'un gouvernement dirigé par Péron qu'elles seraient prêtes à appuyer par les méthodes de la lutte des classes, elles veulent le retour de Péron.

Soyons pourtant clairs. S'il a été question du retour de Péron, c'est uniquement parce que c'était là l'exigence des masses. Personne, par contre, au sein de la bourgeoisie, n'y a sérieusement songé — pas plus Péron lui-même que qui que ce soit d'autre — et cela parce que le retour de Péron signifierait l'ouverture d'une brèche dans laquelle les masses s'engouffreraient sans que quiconque puisse garantir en reprendre le contrôle. De la part de la bourgeoisie argentine et de Péron lui-même, organiser son retour serait organiser la phase initiale de la révolution prolétarienne en Argentine. On conçoit aisément que tout sera fait pour que cette solution ne soit pas adoptée.

C'est pourquoi la seule voie qu'il était possible d'explorer, ainsi que Lanusse l'a fait, était celle du « grand accord national », c'est-à-dire la coalition gouvernementale avec le péronisme sans le retour de Péron. Et si la situation approche de son dénouement, c'est parce que la démonstration de la non-viabilité étant faite, la droite de l'armée considère que son heure a sonné une fois de plus.

C'est dans ce contexte que se situe le massacre des dix-neuf prisonniers politiques à Trelew en Patagonie, dont le Monde a fait le récit dans son édition du 11 septembre. Par cet acte, la droite de l'armée a essayé de précipiter les conditions d'un coup d'Etat contre Lanusse dont elle considère maintenant avec impatience que le « mandat » est clos.

La gravité de la situation tient au fait que si la classe ouvrière n'a pas dit son dernier mot et conserve peut-être en elle-même les forces nécessaires pour défaire par la grève générale et le combat de rue la tentative de coup d'Etat lorsque celle-ci se produira, il

convient de voir lucidement que dans sa grande masse, elle demeure prisonnière des illusions qu'elle conserve encore à l'égard de Péron et du péronisme.

Péron n'a aucune intention de rentrer et ne rentrera pas. Mais le doute qui demeure sur ce point sert aujourd'hui puissamment la droite militaire. L'appareil politique et syndical péroniste fait, de plus, tout ce qui est en son pouvoir pour affaiblir les capacités de combat de la classe ouvrière en la canalisant dans une série de négociations sans lendemain avec le patronat et en frappant, ensemble avec l'appareil répressif, l'avant-garde militante dans les syndicats. C'est ainsi en particulier que la fédération locale des syndicats CGT de Cordoba, en même temps que toutes les organisations adhérentes, a été dissoute voici quinze jours par Lanusse, avec la bénédiction de l'appareil péroniste central qui avait vu sa liste battue lors des dernières élections par une liste commune des organisations révolutionnaires et anti-impérialistes, organisée autour d'un bloc ouvrier dont l'organisation trotskyste Política Obrera avait pris l'initiative.

Aujourd'hui Política Obrera lutte sur la ligne du front unique pour arracher les travailleurs à la direction bureaucratique traître. A la différence des groupes guerrilleros, l'organisation trotskyste ne considère pas que la venue de l'extrême-droite au pouvoir sera un « pas en avant » contribuant à « clarifier » la situation, ni que la lutte pour les libertés politiques et syndicales soit un combat qui intéresserait uniquement les révolutionnaires. C'est toute la classe qu'il s'agit d'organiser pour combattre le coup d'Etat en préparation et qu'il s'agit d'arracher dans le même mouvement à l'emprise de la bureaucratie syndicale. Aussi est-ce autour des mots d'ordre centraux de « Commission d'enquête de la CGT, de la FUA (fédération universitaire) et des partis démocratiques sur l'affaire de Trelew » et d'organisation de la riposte unitaire à l'échelle nationale contre la dissolution de la fédération CGT locale de Cordoba, que l'organisation trotskyste combat pour faire face à ce tournant réactionnaire, toute son intervention.

III - Une crise révolutionnaire s'annonce en Tunisie

LES situations politiques du Maroc et de la Tunisie ont plus d'un point commun. Dans les deux pays, la bourgeoisie nationale et les vestiges de la féodalité, au pouvoir depuis quinze ans, se sont révélés incapables de régler aucune tâche de la révolution démocratique. L'impérialisme continue à contrôler les richesses essentielles des deux pays, le chômage se développe, atteint des proportions gigantesques, forçant des centaines de milliers de travailleurs à l'exil. La réforme agraire reste à faire et la paysannerie vient grossir sans cesse l'armée des chômeurs dans les villes.

Dans les deux pays, le mouvement est assez fortement organisé. Indépendamment du pouvoir au Maroc mais non de l'influence de la bourgeoisie (voir I.O. n° 576 et 577), les syndicats en Tunisie sont étroitement inféodés à l'appareil d'Etat. Ils restent cependant le cadre d'organisation élémentaire d'un mouvement ouvrier tout aussi combatif qu'au Maroc. Nombreuses sont les grèves aujourd'hui en Tunisie où les travailleurs imposent leurs comités de grève élus et affrontent patronat et appareil d'Etat coalisés avec un acharnement aussi grand qu'au Maroc.

Dans les deux pays, la répression anti-ouvrière revêt à peu près les mêmes formes. Dans la plupart des cas, lorsqu'une grève se produit en Tunisie, les militants ouvriers, syndiqués ou non, mais surtout les membres des Comités de grève, sont très rapidement emprisonnés, persécutés, condamnés.

Une mobilisation sans précédent

Cela a été le cas lors de la célèbre grève des transports urbains à Sfax, à la SORETRAS qui a eu lieu en mars dernier. Le 10 mai, dix-sept grévistes qualifiés de « meneurs » passaient devant le Tribunal. Des peines de prison de 2 à 6 mois fermes sont prononcées, accompagnées d'amendes.

Depuis ce puissant mouvement et en jonction avec la mobilisation sans précédent de la jeunesse étudiante et lycéenne en février, des grèves incessantes de développement en Tunisie. A la mi-juillet, après celles du printemps dernier, une grève générale illimitée éclate dans les centres miniers du Sud. Presse et radio font le silence total et la fédération des Mines de l'UGET n'a pas pu condamner ouvertement le mouvement. Dans l'artisanat, les 6 et 7 juillet, un millier de très jeunes travailleurs font grève et occupent les ateliers de Den Den. La police intervient, expulse les grévistes et occupe. En juillet, également, une grève dure de 1 000 ouvriers d'une papeterie de Kasserine éclate et est sévèrement réprimée. Le 21 août, ce sont les cheminots de Sfax qui entrent unis dans la lutte, exigeant satisfaction des promesses gouvernementales du printemps.

La presse, aux ordres du parti unique, le néo-destour (ou Parti socialiste [sic] destourien), est d'une extrême indigence. Le black-out le plus total est fait sur le développement de la lutte de classes condamnée par les ministres bourgeois, mais néanmoins très réelle et menaçante. On lit souvent dans cette presse le résultat de rencontres fréquentes entre ministres et dirigeants des syndicats comme celui-ci juste à la fin de la grève des mineurs paru dans *La Presse* du 28 juillet : « Les membres des délégations syndicales ont exprimé leur considération pour les efforts déployés par le gouvernement en vue de relever le niveau des travailleurs, améliorer les conditions de travail et garantir la justice sociale. Ils ont d'autre part demandé au ministre de transmettre au Chef de l'Etat leur profond attachement à sa personne et leur considération pour les efforts qu'il déploie pour créer une société meilleure. Les mineurs lui renouvellent leur promesse de rester toujours à côté du Chef de l'Etat, de suivre la politique qu'il trace, d'œuvrer à augmenter le rendement et de créer les conditions d'éclosion d'une économie prospère et d'une société d'auto-suffisance et de justice. »

Tel est le contenu de la politique syndicale officielle en Tunisie : un alignement total sur le gouvernement bourgeois de Bourguiba qui ne connaît, contre les travailleurs et la jeunesse en lutte, que le langage de la répression.

Comme au Maroc, la jeunesse tunisienne se lève en masse contre un

régime qui est incapable de régler aucun des problèmes de la société. Et les étudiants, surtout depuis février 1972 (voir I.O. n° 555) ont été au premier rang des sanglants affrontements qui annoncent une crise révolutionnaire en Tunisie.

De même que l'UNFP a perdu le contrôle des étudiants marocains, le Destour (et les staliniens qui le soutiennent ouvertement) est très isolé à l'Université. Un membre du Bureau politique du parti unique le reconnaissait d'ailleurs avec effroi lors de la conférence de juillet des étudiants destouriens. Ce dirigeant, Mustapha Filali, expliquait : « Les événements qui ont secoué l'université durant les quatre dernières années prouvent que les étudiants destouriens, souvent mis en minorité, ne sont à aucun moment parvenus à dominer la situation ou tout au moins à atténuer sa gravité. Le rayonnement au sein de l'université demeure très limité puisqu'en définitive il ne représente que dix ou quinze pour cent des étudiants. » (*La Presse*, 28 juillet 72.)

Quel aveu de faillite de la part de ce bras droit de Bourguiba ! Et Filali de s'écrier : « Nous n'accepterons jamais que 85 ou 90 % de la jeunesse étudiante vive en marge de la société. » Puis il poursuit : « Le nombre des déchets scolaires a atteint un niveau alarmant puisque le pourcentage des réussites de l'enseignement secondaire et supérieur se situe cette année en 10 et 15 %. » Et on comprend la conclusion : « Nous serons obligés de limiter l'accès à l'université et à l'enseignement secondaire. » Ce sont ces 85 % de « déchets », ces turbulents, « en dehors de la société » qu'il faut éliminer.

Telle est la réalité de la politique de sélection massive contre laquelle s'insurge la jeunesse tunisienne qui sait qu'aucun avenir n'est possible pour elle dans le cadre du maintien de la bourgeoisie au pouvoir.

Rappelons que le Néo-Destour prétend « diriger » aujourd'hui l'Union

la masse des étudiants qui défendent le mot d'ordre correct : « Pour une UGET de masse, démocratique et autonome » du gouvernement !

En Tunisie, comme au Maroc, à Madagascar et en France, ceux d'en haut ne peuvent plus gouverner comme avant. L'appareil d'Etat lui-même est le lieu de règlements de comptes entre coteries opposées et les « corps constitués » sont travaillés par un malaise sourd. Même chez les magistrats se fait jour une opposition ouverte au gouvernement de Bourguiba. Les candidats officiels ont été battus lors des élections du bureau de l'association des jeunes avocats. Dans l'armée, nombreux sont les jeunes soldats et officiers qui observent la situation et se préparent à l'explosion révolutionnaire.

En bas, on ne veut plus comme avant

En bas, au sein de la jeunesse, de la classe ouvrière, dans la petite-bourgeoisie, dans la paysannerie, on ne veut plus vivre comme avant. D'ailleurs, la vie tout court devient de plus en plus impossible devant l'accroissement inouï du chômage et l'incapacité de la bourgeoisie à créer des emplois et des débouchés. Mais en Tunisie, comme dans beaucoup de pays, tout reste à faire pour orienter politiquement le combat de la classe ouvrière qui démontre son rôle dirigeant dans les grandes luttes en cours.

Le Néo-Destour apparaît depuis longtemps pour ce qu'il est, le parti de la bourgeoisie compradore au pouvoir et qui entend le conserver par tous les moyens. Mais dans les rangs du mouvement ouvrier, on assiste depuis quelque temps à la faillite la plus complète du parti stalinien tunisien, le PCT qui a dissous ses cellules ouvrières pour concentrer tous ses « efforts » (desquels consistent à appuyer ouvertement le Néo-Destour) sur l'Université. Sans perspectives, sans liaisons, sans plate-forme claire, des groupes ouvriers militants se forment et se défont.

Le stalinisme livre ainsi à l'aven- ture toute une avant-garde ouvrière



Bourguiba reçu par Pompidou : le couronnement d'une carrière.

Générale des Etudiants Tunisiens (UGET), l'organisation syndicale des étudiants tunisiens. Mais il en est à la tête depuis le coup de force du gouvernement contre l'UGET au congrès de Korba d'août 1971, coup de force condamné par l'immense majorité des militants de l'UGET et des délégués dans toutes ses instances. Cette année, alors que le congrès préparé par la minorité destourienne devait avoir lieu en août, l'écrasante majorité des étudiants ont boycotté toutes les activités de la direction parachutée il y a un an. Seuls les étudiants destouriens ont tenu leurs assises fin juillet. Les dirigeants minoritaires de l'UGET ne sont d'ailleurs appuyés que par l'appareil stalinien qui a jeté toutes ses forces à l'Université pour soutenir les bourgeoisistes en très mauvaise position. Mais il n'en demeure pas moins que l'UGET normalisé ne regroupe plus

qu'il, faute d'une organisation, d'un programme ouvrier et d'un drapeau, risque de se tourner vers les courants aventuristes et maoïstes, notamment vers le groupe « Perspectives » qui met aujourd'hui à l'ordre du jour « la question du terrorisme » en Tunisie. Ces questions sont de la plus grande importance dans la situation actuelle de décomposition politique que vit ce pays. C'est pourquoi la critique de la faillite du stalinisme et celle des courants centristes, gauchistes et aventuristes est une nécessité vitale, alors même que les militants ouvriers honnêtes, ceux-là mêmes qui passent en jugement aujourd'hui à Tunis, cherchent une solution politique à la crise qu'ils approfondissent chaque jour un peu plus.

Nous commencerons l'examen de ces questions dans un prochain article.

Pour la défense des accusés politiques en Tunisie

Le Monde a brièvement annoncé le procès de 40 militants politiques commencé le 16 septembre à Tunis. Parmi eux, 17 emprisonnés parmi les responsables du mouvement étudiant qui a manifesté en masse dans toutes les grandes villes en février dernier avec le soutien de la population laborieuse.

Le Comité tunisien d'information et de défense des victimes de la répression, constitué il y a quelques mois sur une base unitaire, publie des précisions importantes sur ce procès qu'il dénonce comme un « nouveau procès d'opinion » après ceux de l'automne 1968.

Parmi les 17 détenus (15 autres inculpés sont en liberté provisoire et neuf en fuite), existent différentes tendances politiques, des militants se réclamant du Baas, d'autres de « Perspectives », un ancien militant du PCT, des militants se réclamant du marxisme.

Il semble que les juges de Bourguiba veuillent dissocier les militants des différentes tendances et qu'ils préparent de fortes peines contre un militant marxiste d'origine juive, René Marzouk, accusé d'être un « espion sioniste ». La même accusation est portée contre Ahmed Ben Othman, époux de Simone Lellouche, elle-même d'origine juive et expulsée par Bourguiba au moment des grandes manifestations de février 72.

Le Comité de défense tunisien annonce que la plupart des accusés doivent passer en correctionnelle, ce que leurs avocats n'ont su qu'au tout dernier moment.

Il souligne qu'« Ahmed Ben Othman Reddaoui a été condamné en avril 1971 et maintenu en prison depuis pour avoir écrit des articles dans un journal, El Amal Tounsi (Le Travailleur Tunisien). Une menace d'inculpation d'atteinte à la Sûreté de l'Etat pèse sur lui (...). Tous les emprisonnés ont été torturés atrocement » dénonce également le Comité.

Soulignons aussi le cas de « René Marzouk, enseignant d'origine juive, accusé d'être un agent sioniste. Mais cela doit, semble-t-il, faire l'objet d'un autre procès pour « atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat » devant la Cour de Sûreté. La police se fonde sur la découverte d'une publication à son domicile. Or tous les camarades de Marzouk ont déclaré lors des interrogatoires que celui-ci avait vivement critiqué le contenu de ce texte sioniste et qu'il l'avait fait d'un point de vue « marxiste » et « anti-sioniste », au cours des discussions du cercle marxiste qu'il est accusé d'avoir mis sur pied à Gafsa ».

Beaucoup de forces font le silence sur le procès de Tunis du 16 septembre et sur ceux qui se préparent. Il est clair que les cas des militants Ben Othman et René Marzouk concentrent en eux ceux de tous les autres accusés. C'est le devoir de tous les militants ouvriers, de leurs organisations, que d'empêcher le silence sur ces procès qui visent à briser des militants et les responsables du mouvement de la jeunesse tunisienne.

Libération immédiate des emprisonnés politiques en Tunisie !

A bas les procès d'opinion !

Contre le complot de Bourguiba contre la jeunesse, pour les libertés politiques et syndicales des travailleurs et de la jeunesse en Tunisie !

DERNIERE MINUTE :

On apprend que le procès ouvert le 16 septembre a été renvoyé à une date ultérieure, et que huit détenus ont obtenu leur mise en liberté provisoire. Mais René Marzouk et Ahmed Ben Othman, ainsi que six autres de leurs camarades, restent en prison. **Il faut arrêter leur libération !** CEDOC

les masses palestiniennes livrées à leurs bourreaux

la contre-révolution se déchaîne...

LA semaine dernière, nous publions dans *Informations Ouvrières* la déclaration commune du groupe « Avant-Garde » d'Israël et des militants trotskystes palestiniens où l'on pouvait lire : « Les dirigeants US et de tous les pays impérialistes et avec la complicité de la bureaucratie du Kremlin (...) aujourd'hui disent : "Sus aux terroristes" palestiniens ! Sus aux Palestiniens ! » Cette unanimité internationale est en fait un appel à un nouveau pogrom organisé contre les masses palestiniennes ».

Il n'a hélas pas fallu attendre longtemps pour voir l'armée israélienne déclencher contre les masses palestiniennes réfugiées au Liban, la plus forte opération militaire depuis la guerre des six jours de juin 1967. L'offensive a duré à peine 48 heures et le correspondant du *Figaro* à Beyrouth écrit :

« Elle aura été la plus vaste, la plus profonde, la plus destructrice et la plus meurtrière que les Israéliens aient jamais déclenchée dans ce secteur. Vingt-six morts civils et dix-huit militaires sont officiellement dénombrés parmi les Libanais ; mais il est probable que pour les uns et les autres, on atteindra le chiffre d'une cinquantaine de morts, soit une centaine en tout, sans compter les Palestiniens qui n'ont pas diffusé le bilan de leurs pertes ».

On apprend ainsi que l'armée de Dayan a détruit 150 maisons palestiniennes qui auraient servi d'abris aux fedayin. La population civile a été bombardée sans arrêt tandis que la plupart des militants palestiniens ont pu échapper à la force de police israélienne.

Au lendemain du massacre de septembre 70 en Jordanie, le très conservateur hebdomadaire britannique *The Economist* remarquait que le moyen le plus efficace d'éliminer les commandos palestiniens consistait à liquider la population au sein de laquelle ils trouvaient refuge.



L'armée israélienne déchaînée contre la population palestinienne au Sud-Liban.

Ce que Hussein a commencé, la bourgeoisie israélienne s'emploie à l'achever. Tout indique que l'opération engagée samedi et dimanche dans le Sud-Liban va se poursuivre en Syrie dans les prochains jours. Golda Meir a déclaré : « Je peux donner l'assurance que nous poursuivrons et chasserons les terroristes, partout où ils sont ».

La presse souligne également que l'offensive israélienne qui n'a pratiquement pas rencontré de résistance de la part de l'armée libanaise, incapable de s'opposer à Dayan, a été rendue possible par le climat régnant à Tel-Aviv et Jérusalem au sein d'une « opinion exaspérée » après l'attentat terroriste de Munich. Le terrorisme individuel, comme toujours, aboutit à des résultats opposés à ceux qu'on cherche. Le *Figaro* du 18 septembre se permet ainsi d'écrire cyniquement : « C'est ainsi qu'en donnant des arguments incontestables au plus intransigeant de leurs

adversaires, les terroristes palestiniens ont fait "objectivement" le jeu de ces derniers ».

Ainsi, la contre-révolution prend l'initiative au Moyen-Orient. Il y a deux ans, la résistance palestinienne avait l'initiative et avait mis, à plusieurs reprises avant septembre 70, le régime du roi Hussein en danger. Mais à aucun moment les dirigeants de la résistance, y compris les plus « révolutionnaires », ne voulurent poser la question de la chute du roi Hussein et de la destruction de l'Etat bourgeois-féodal jordanien, tâche que les masses mettaient à l'ordre du jour comme nous le rappelons dans l'article ci-dessous.

Le front de la réaction mondiale réalisé dans le cadre du plan Rogers, les Palestiniens isolés du prolétariat international subissaient la terrible défaite de septembre 70. Aujourd'hui, après deux années de défaites incessantes et de reculs, c'est la vie même du peuple palestinien qui est en question. C'est du moins là que veut en arriver la réaction internationale.

L'Humanité du 18 septembre rapporte : « La plupart des journaux israéliens exigent des autorités de Beyrouth qu'elles procèdent à une chasse aux résistants palestiniens similaire à celle que lança en septembre 1970 le roi Hussein pour le compte de Washington, de la réaction arabe et de Tel-Aviv ».

La bourgeoisie libanaise, prétendument la plus « démocratique » des Etats bourgeois du Moyen-Orient s'est empressée de répondre positivement au diktat de Meir-Dayan. Dans un ultimatum aux Palestiniens, le gouvernement de Beyrouth exige que les réfugiés se retirent de toutes les régions frontalières pour être regroupés dans des zones étroitement contrôlées par lui.

Certes les choses ne sont pas simples et l'on apprend qu'après le refus des Palestiniens, le gouvernement libanaise est revenu sur son ultimatum. Il n'en demeure pas moins que la menace la plus effroyable continue de peser sur

des centaines de milliers de réfugiés que l'impérialisme, la bourgeoisie israélienne et les classes dominantes des pays arabes ont décidé d'éliminer. C'est le triomphe de la contre-révolution. La grande bourgeoisie internationale explique ouvertement que l'agression contre la Syrie ne saurait tarder. Le *Figaro* écrit : « Les observateurs les mieux avertis continuent d'estimer qu'il faut attendre le "volet syrien" de l'opération, car ils pensent, malgré tout ce qui vient de se passer, que c'est en Syrie que portera le gros de l'effort israélien ».

La solution, répétons-le, passe par l'unité entre les travailleurs juifs et les travailleurs arabes de Palestine et des autres pays du Moyen-Orient. Si la réaction triomphe pour le moment, il n'en demeure pas moins que la lutte de classe n'a pas dit son dernier mot, ni en Egypte, ni en Syrie, ni au Liban, pas plus d'ailleurs qu'en Israël.

Que s'est-il passé en août-septembre 1970 à Irbid ?

AU lendemain de l'attentat de Munich qui fait écrire par exemple à *Rouge* du 15 septembre, « aucun révolutionnaire ne peut se désolidariser de Septembre noir », il n'est pas inutile de rappeler comment ont combattu en septembre 1970 les masses palestiniennes livrées au boucher Hussein. Le mouvement des masses palestiniennes, il y a deux ans en Jordanie, vers les soviets participe d'ailleurs à l'unité mondiale de la lutte des classes. Dans la période historique actuelle, tout mouvement sérieux des masses contre les exploités dans quelque pays que ce soit fait surgir des formes de pouvoir autonomes, des « soviets ». Cela a été le cas ces dernières années en Bolivie, en Pologne, tout récemment au Québec, aujourd'hui à Madagascar. C'est à partir des leçons du mouvement soviétique des travailleurs palestiniens qu'il est aujourd'hui possible de lutter contre la réaction déchaînée au Moyen-Orient et en même temps contre l'impasse du terrorisme individuel et la soumission opportuniste à la bourgeoisie nationale.

Il n'est pas inutile de revenir, dans « I.O. » sur ce qui s'est passé en Jordanie — et particulièrement à Irbid — à la fin de l'été 1970. On se souvient que les pablistes notamment, incapables de comprendre le mouvement des masses, ont toujours nié qu'il y eût des soviets en Jordanie. Pour les pablistes et tous les petits-bourgeois, ce qui est réel, c'est l'apparence des choses. La lutte révolutionnaire des masses palestiniennes est identifiée à la politique des directions petites-bourgeoises du FPLP de Habbache et du FDPLP de Hawatmeh.

Mais la réalité est tout autre. Même dans un pays où la classe ouvrière n'existe pas — il n'existait, jusqu'en 1970 en Jordanie, aucune organisation propre de la mince couche d'ouvriers palestiniens —, la lutte des classes n'en a pas moins abouti à la constitution de comités autonomes armés exerçant le pouvoir, c'est-à-dire de « soviets ». D'ailleurs, Lénine avait expliqué en 1920 que la forme soviétique du pouvoir pouvait très bien naître et se développer dans des pays où la paysannerie formait la quasi-totalité de la population. Mais pour survivre, les « soviets paysans » ont besoin à la fois de l'aide du prolétariat international en lutte pour la république soviétique mondiale et d'une direction ouvrière dans le pays où ils apparaissent.

Néanmoins, et malgré l'absence de ces conditions, le mouvement « soviétique » des masses palestiniennes a pu aller très loin en août-septembre 1970 à Irbid. Dans la seconde ville de Jordanie qui comptait 50 000 habitants (80 000 avec les villages des environs), l'armée de Hussein contrôlait beaucoup moins bien la situation qu'à Amman, la capitale. D'après des sources privées, il semble que l'ensemble des organisations palestiniennes ait contrôlé la ville dès le mois d'août 1970, c'est-à-dire plus d'un mois avant que Hussein, menacé, se décide à lancer son armée contre les Palestiniens.

Il faut d'ailleurs comprendre qu'indépendamment du caractère bourgeois ou petit-bourgeois de leur direction, le simple fait que les organisations palestiniennes, appuyées sur les masses, se soient substituées, à Irbid, pendant un mois et demi, au pouvoir de Hussein, est d'une importance capitale. C'était en quelque sorte le mécanisme de la Commune de Paris qui se répétait...

D'ailleurs, le développement de la lutte à Irbid pendant cette période éclaira la nature du pouvoir nouveau qui s'était créé contre Hussein, après l'adoption du Plan Rogers. Hussein ne pouvait tolérer que la ville soit investie par les organisations palestiniennes et fit massacrer 34 fedayin dans des conditions d'atrocité barbare. C'est cela qu'a rapporté la presse américaine à l'époque. Mais le calcul de Hussein était faux.

Au massacre des fedayin a répondu la mobilisation des masses. Sous leur pression, le FDPLP de Hawatmeh, mais également un chef du Fath, Abu Ali Ayad (1) prennent l'initiative d'armer la population entière. Hussein perdait les dernières parcelles de son pouvoir... Sous le contrôle des masses qui organisaient toute l'activité publique, Irbid en révolution devenait une forteresse assiégée défiant l'Etat bourgeois-féodal de Hussein tout entier.

Mais peut-on parler de démocratie soviétique à Irbid alors que, malgré l'armement des masses, ce sont les organisations qui continuent à tout contrôler, à tout décider ? En réalité, le problème

n'est pas dans le degré plus ou moins grand de démocratie dans les soviets — bien que cette question ait une grande importance — le problème est que les masses en armes, à Irbid, ont substitué leur pouvoir à celui de l'Etat de Hussein. C'est cela qui est décisif et c'est cela que personne — Hussein, l'impérialisme, la bureaucratie du Kremlin — ne peuvent pardonner aux masses palestiniennes insurgées.

C'est pourquoi la « Commune d'Irbid » a été terminée par un massacre. L'après-midi des massacres de Amman, les blindés de Hussein se sont dirigés sur Irbid, les organisations palestiniennes de la ville se sont toutes retirées dans les collines environnantes. Les masses ont dû se défendre seules contre l'armée de Hussein. Le résultat : sur 60 000 habitants, 18 000 personnes ont été massacrées (dont les 3 000 Palestiniens restés à Irbid) et 40 000 emprisonnés. Pour venir à bout du soviét d'Irbid, le roi Hussein a dû massacrer un tiers de la population et emprisonner le reste. Galliflet lui-même n'avait pas été jusque-là.

Tels sont, brièvement résumés, les faits qui démontrent sans nul doute que la résistance palestinienne a été capable, dans sa lutte à mort contre la réaction mondiale, d'aller jusqu'à la constitution de ses conseils.

Mais les soviets ne peuvent pas vaincre sans parti révolutionnaire, l'exemple d'Irbid le démontre une fois de plus. Cependant l'expérience du soviét d'Irbid vit dans la conscience des masses et dans celle des militants palestiniens.

Déjà un Abu Ali Ayad (2), un des chefs du Fath, avait commencé à tirer un bilan très avancé de la lutte des classes. Abu Ayad n'est pas un militant exceptionnel. Des dizaines, des centaines de militants palestiniens, dans toutes les organisations, se posent ces mêmes questions décisives pour l'avenir immédiat de la lutte révolutionnaire dans les pays du Moyen-Orient.

Le soviét de La Paz en Bolivie a lui aussi péri. Mais l'existence du P.O.R. a permis que les masses se replient en bon ordre devant Banzer. Les masses palestiniennes livrées à elles-mêmes ont été et continuent à être massacrées.

Mais, tant en Amérique latine qu'au Moyen-Orient et avec le soutien actif de l'avant-garde du prolétariat des pays avancés, se regroupent les forces qui entendent reconstruire la IV^e Internationale. L'ultime leçon du soviét d'Irbid, c'est qu'il faut reconstruire la IV^e Internationale et construire ses sections dans les pays du Moyen-Orient. Après la pré-conférence internationale de juillet 1972, ce sont ces tâches qui vont pouvoir, dès lors, trouver la voie de leur réalisation.

(1) Abu Ali Ayad était à l'époque l'un des sept dirigeants de El Fath. C'est sur son initiative propre que les masses furent armées à Irbid. Il apparaît que Abu Ali Ayad, assassiné par l'armée jordanienne en juin 1971, a développé après la défaite de septembre 1970 tout un courant critique à l'égard des dirigeants de toutes les organisations (d'après des sources privées).

(2) C'est d'ailleurs de Ali Ayad que se réclament aujourd'hui les commandos terroristes de « Septembre Noir ». Or, toute l'activité de ce dernier à Irbid a consisté à appuyer sur les masses en armes révoltées par le régime le terrorisme individuel. (Hemeroteca General CEDOC)